



Bureau de dépôt
Libramont MassPost
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 115 - Janvier - Février - Mars 2023



OÙ ATERRIR : À CHACUN·E SA BOUSSOLE ?

Zones de droit, ensemble pour les droits des migrant·es
Mal loti·es, une expérience d'Éducation permanente



Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles

Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25

Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Cécile BURDOT, Sophie COSME, France HUART (coordination), Louise LAMBERT, Zoé MAUS, Anne-France MORDANT, Florence MOUSSIAUX, Coline OLIVIER, Christine STEINBACH, Simon THERER, Nicole TINANT

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Nadine DEMOL, Maxime DOGOT, Eva DUMOULIN, Anna FANNI, France HUART, Claudine LIENARD, Guillaume LOHEST, Marina MIRKES, Anne-France MORDANT, Gérard PIROTON, Jean-François RASSCHAERT, Christine STEINBACH, Nicole TINANT.

PHOTOS: CARHOP (Julien Tordeur), (Flickr) Gustave Deghilage, Michèle Stessel

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITRICE RESPONSABLE : Christine STEINBACH – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be

ÉDITORIAL

Comme un caillou dans la chaussure 3

ANALYSE

OÙ ATERRIR : À CHACUN-E SA BOUSSOLE ?

Avec Bruno Latour : revisitons démocratie et citoyenneté 4

Bruno Latour face à ses critiques : le mot « capitalisme »
et notre (im)puissance d'agir 6

Des ateliers *Où atterrir ?*, piste méthodologique pour traiter
du climat..... 8

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Zones de droit, ensemble pour les droits des migrant-es..... 11

Dix ans après la catastrophe du Rana Plaza 13

Les 20 KM de Bruxelles 13

Formation de formateur-rices..... 13

Pas de justice climatique et sociale sans justice fiscale..... 14

La Fédération Wallonie-Bruxelles, village gaulois
de la démocratie ?..... 15

Femmes et institutions : jouons la collaboration ! 15

EN RÉGIONS

Mal loti-es, une expérience d'Éducation permanente à Tournai 16

Migr'action, un projet européen pour une société inclusive 18

L'autodétermination des seniors à domicile et en institutions 20

Les apéroRoulottes..... 21

Les 70 ans de Notre Maison..... 21

MÉMOIRE EN RÉSUMÉ..... 22

EN BREF

Polyphonie écoféministe. Entre terres et mères 23

Traverser nos peurs. Oser espérer ! 25

Migrations en tout « genre », le dernier numéro d'*Alternative Sud* 25

DATES À ÉPINGLER..... 27

FICHE PÉDAGOGIQUE

Voir–Juger–Agir, un processus d'action en Éducation permanente

Christine STEINBACH ♦ Directrice du CIEP-ISCO communautaire

Comme un caillou dans la chaussure...

Ce numéro printanier de *L'Esperluette* nous emmène à la rencontre d'un penseur extrêmement fécond et pourtant longtemps méconnu du grand public : Bruno Latour, qui fut à la fois sociologue, anthropologue, théologien et philosophe des sciences. Décédé en octobre dernier, il est notamment l'un des penseurs de la théorie de l'« acteur-réseau ». L'originalité de cette théorie est la prise en compte dans l'analyse du fait social non seulement des humains mais aussi des « non-humains » (les objets, les techniques, les lieux...) en tant qu'acteurs (ou actants), deux catégories qui sont généralement conçues comme distinctes et séparées et qui, dans cette théorie, sont considérées au contraire comme interagissant dans les dynamiques sociales.

Si à ce stade, vous vous sentez déjà perplexe, sachez que c'est une excellente nouvelle : après tout, rien de tel que de se laisser parfois déboussoler pour découvrir et prospecter de nouveaux sentiers ! Bruno Latour a commencé à être connu du grand public surtout après la parution en 2017 de *Où atterrir ?* Reliant mondialisation, crise écologique et hausse des inégalités, il invite ses lecteur·rices, méthode à l'appui, à se positionner dans le camp de celles et ceux qui voudront préserver l'habitabilité de la terre plutôt que dans le camp des pratiquant·es de la fuite en avant, « hors sol », en atterrissant.

Dans son article, Gérard Pirotton pose une série de repères sur ce sentier, en exposant quelques pierres d'angle de l'ouvrage, et revient notamment sur la remise en cause

que fait l'auteur de la distinction entre Culture et Nature, et des implications radicales qu'il en retire.

Si les travaux et la pensée de Latour bénéficient d'une reconnaissance tant académique que médiatique et publique, ils soulèvent aussi quelques solides controverses dont le sujet n'est (heureusement pour le débat) pas épuisé. Guillaume Lohest choisit de s'intéresser plus particulièrement à son refus d'employer le mot « *capitalisme* », estimant que, trop généraliste, il ne décrit rien et n'aide pas l'action. Les protagonistes du débat ne se privent pas non plus de s'accuser mutuellement de religiosité !

L'équipe du CIEP de Namur a expérimenté, notamment à Natoye, la méthodologie proposée dans les ateliers *Où atterrir ?* Dans son article, Jean-François Rasschaert esquisse les différents jalons du chemin parcouru avec les participant·es pour s'approprier ce que Latour appelle « *le nouveau régime climatique* », en partant des ressentis de chacun·e, liés au territoire *dont* (et non pas seulement *où*) ils et elles vivent. Partant de l'image du caillou dans la chaussure qui nous oblige à nous sentir concerné·es, cette évocation rehaussée de quelques témoignages, donne une idée plus précise de la démarche latourienne. Sa complexité peut lui faire courir le risque soit de l'abandon soit de la sacralisation, mais elle a certainement comme point commun avec l'expérience de l'Éducation permanente de s'ancrer dans le local, la proximité, pour décrire ce qui nous arrive en vue de retrouver un pouvoir d'agir face aux crises actuelles. ■



OÙ ATERRIR : À CHACUN·E SA BOUSSOLE ?

Gérard PIROTON ♦ ancien animateur ISCO et conseiller à la Formation (FOPES UCLouvain)

Avec Bruno Latour : revisitons démocratie et citoyenneté

Bruno Latour est un philosophe français empiriste. Entendons par là « non spéculatif ». Il ne s'est pas cantonné au monde des idées. Homme de la terre, il a su enfiler ses bottes pour observer nos empreintes et nous faire réfléchir. Décédé en octobre 2022, il laisse une œuvre immense et polymorphe, parfois irritante. Connue internationalement dans les milieux intellectuels, il a su toucher un plus grand public grâce à des collaborations avec des artistes, mais aussi au petit livre *Où atterrir ?* qui n'a pas fini de faire parler de lui. Ces dernières années, Bruno Latour a orienté ses travaux vers le « *nouveau régime climatique* » en popularisant des travaux de biologistes qui ont souligné l'existence d'une « *zone critique* », cette fine couche autour du globe terrestre, seul endroit où la vie est possible et où, durant des centaines de millions d'années, les vivants ont élaboré leurs conditions d'existence, aujourd'hui largement menacées par les activités humaines. Un défi sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Pas étonnant dès lors qu'il ait aussi travaillé sur citoyenneté et démocratie, en posant notamment cette question : existe-t-il encore aujourd'hui des citoyen·nes politiques ?

De solides fondements

C'est avec *Où atterrir ?*, paru en 2017, puis *Où suis-je ?* en 2021, que Bruno Latour atteint auprès d'un large public une notoriété jusque-là restreinte à un bien plus petit cercle. Invité sur les plateaux télé et dans les studios radio, faisant la couverture de magazines, il a pu donner l'impression de n'être qu'un essayiste, prisé des médias parisiens. Il n'en est rien. Même si ses interventions publiques prennent quelquefois les formes imagées d'un conte philosophique ou d'un essai comme il s'en publie tant, elles ont des fondations solides. Elles s'appuient sur un ensemble cohérent et impressionnant de travaux, de recherches et de publications. Tentons ici de mettre au jour quelques pierres d'angle qui permettent de contextualiser la démarche des ateliers *Où atterrir ?*, invitant aussi la lectrice ou le lecteur qui souhaite en savoir plus à poursuivre son exploration, en disposant de quelques repères¹.

Au nombre de ces pierres d'angle, commençons par la remise en cause de la distinction « Nature/Culture ». Lorsque l'on tient cette distinction pour évidente, on ne considère pas que l'on touche à la société quand on touche à la nature. Un scientifique qui manipule le génome humain ne peut le faire que s'il croit en l'existence d'une séparation entre la science, la politique, la société. Rien n'est pourtant plus faux.

Un local global... et inversement !

Autre idée-force : une réalité vécue comporte nécessairement des relations entre « entités » qui ne sont que bien artificiellement séparées par les mots, les notions, les concepts, les disciplines scientifiques que nous mobilisons pour la comprendre. Dans ces travaux, Latour insiste spécifiquement sur la distinction entre humains et non humains, voire vivants/non-vivants. L'entité à comprendre, affirme-t-il, est un « *collectif* » dont il s'agit de suivre les associations qu'il réalise entre humains et non-humains, entre vivants et « *artefacts* ». Les contours de ce collectif ne doivent pas être définis *a priori*, en mobilisant nos évidences, mais au contraire être peu à peu dégagés, en prenant appui sur ce que les acteur·rices en disent eux·elles·mêmes.

Pour Latour, le mot « acteur » en tant que tel demande à être revisité : l'acteur·rice agit, sans doute, mais il·elle est aussi poussé·e à agir. De plus, ce statut n'est pas limité aux seuls êtres humains, individuels ou institués : ce qui donne le statut d'acteur·rice, c'est la capacité à intervenir dans le déroulement de l'action d'au moins un autre agent. Entouré·es comme nous le sommes d'objets divers et de vivants non humains, reconnaissons-nous agi·es par eux, dans des réseaux d'obligations réciproques, dont sont précisément tissées nos existences.

Les implications d'une telle approche sont radicales. Bruno Latour en identifie notamment trois².

Tout d'abord, **localiser le global**, ne pas trop rapidement décoller vers des explications « *méta* », trop détachées des interactions locales et vécues. Ne faisons pas l'économie d'une nécessaire description, de proche en proche, des interactions et des traductions qui se jouent entre elles et par lesquelles des entités s'influencent.

Le global n'est pas « au-dessus » du local : il en est une composante. Il alimente les interactions locales autant qu'il s'en nourrit.

Deuxième mouvement : redistribuer le local. Ici, le global ne vient pas emprisonner les liens tissés entre acteurs locaux : il faut au contraire identifier les attachements. Soulignons le choix de ce mot : un chien tenu en laisse est autant attaché à son maître que ce dernier est attaché à lui !

Troisième mouvement : connecter les sites, tout en veillant à décrire patiemment les manières concrètes par lesquelles ils sont reliés entre eux, tissant ainsi un monde commun.

Revisiter la politique

Un monde commun : nous en arrivons donc assez « naturellement » à la politique. Quelles formes peuvent permettre de rencontrer cet impératif du vivre ensemble, s'il s'agit d'y inclure les non-humains ? C'est une question tout aussi abyssale que les précédentes, dans la situation qui est aujourd'hui la nôtre et que Latour propose de nommer : le « *nouveau régime climatique* ». Les inextricables relations entre humains et non-humains, ce dont rend compte, notamment, le concept d'anthropocène, nécessitent d'embrasser tous ces liens dans nos efforts de compréhension. Elles nécessitent tout autant de nous débarrasser de la distinction Nature/Culture et de réfléchir/agir à partir de tous autres principes. En effet, les formes instituées dans lesquelles s'élaborent massivement les politiques sont les héritières des questions qui ont marqué les 19^e et 20^e siècles. On voit alors comment il est erroné, en tout cas réducteur, de cadrer la question environnementale comme venant simplement s'ajouter aux préoccupations « classiques » de la politique. Et s'il faut désormais inclure les non-humains dans nos délibérations, qui parlera en leur nom ? « *On ne comprend rien au vide de la politique actuelle, si l'on ne mesure pas à quel point la situation est sans précédent* » expliquait Bruno Latour, s'étonnant du contraste vertigineux entre le calme avec lequel nous continuons à mener nos vies et ce qui nous arrive collectivement.

Critiques

Le caractère innovant et iconoclaste des propositions de Bruno Latour n'a pas manqué de susciter des critiques. Les scientifiques des sciences dures y ont vu une relativisation de leurs savoirs, les sociologues une contestation radicale de la légitimité de leur discipline. Ainsi, dans ses propositions pour revisiter la sociologie, il insiste beaucoup pour y inclure les objets technologiques, en leur donnant une place importante. On lui reprochera alors de se passer de la notion de pouvoir.

Refaire de la politique et réinformer le politique

Que faire ? Commençons, dit-il, par décrire nos territoires et nos attachements, prenons la mesure de tout ce qui nous relie, de la fragilité de la « *zone critique* » où nous vivons et que nous partageons avec d'autres terrestres. Il serait suicidaire de les ignorer. Sur le modèle des *Cahiers*

de *doléances* qui ont précédé la Révolution française, explorons de quoi nous dépendons, ce à quoi nous aspirons, élucidons clairement les nouvelles définitions des alliances et des oppositions, organisons-nous pour mieux connecter, dans un nouvel effort de compréhension et d'action, le monde « *où l'on vit* » et le monde « *dont on vit* » ; en d'autres mots, refaisons de la politique !

Et Latour de poser cette question : « *Existe-t-il encore des politiques pratiquants ?* ». À l'heure où faire de la politique semble se réduire à l'expression rageuse d'une indignation sur les réseaux sociaux, réunissons-nous, parlons-nous, efforçons-nous de comprendre le monde dans lequel nous vivons, sans mobiliser *a priori* des catégories toutes faites. Prenons la mesure de nos ignorances et obligeons-nous à nous documenter. Dépassons le stade de la plainte et reconstituons collectivement une puissance d'agir, sur base de revendications politiques, situées et informées. Finalement, n'est-ce pas là le projet même de l'Éducation permanente ?

1. Pour une première approche, on consultera notamment deux articles : Gérard PIROTTON, « Bruno Latour, une présentation », ainsi que « Autour de Latour » (en ligne) <https://gerardpirotton.be/atterrir>
2. Bruno LATOUR, *Changer la société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007, pp.241-355.

À propos de Bruno Latour

Philosophe et sociologue français, Bruno Latour (1946-2022) aborde « le terrain » avec des méthodes anthropologiques. Observant scientifiques et technicien·es, il soutient la nécessité d'inscrire, dans les travaux scientifiques, l'examen des conditions d'élaboration de ces savoirs. Il interroge les séparations entre humain·es et non-humain·es, soutenant au contraire la nécessité de rendre compte des réseaux qui se nouent entre les scientifiques, leurs objets d'étude, les artefacts... Au cours de sa carrière, le philosophe a multiplié les collaborations, tant pour mener des projets de recherche ambitieux que pour en rendre compte, collaborant notamment avec des artistes.

Pour un panorama biographique plus complet :

- Gérard De VRIES, *Bruno Latour. Une introduction*, Paris, La Découverte, Grands Repères/Manuels, 2018.
- www.bruno-latour.fr/fr
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Bruno_Latour
- <https://gerardpirotton.be/atterrir>
- <https://jouatterrir.fr>

Quelques publications

- Bruno LATOUR et Steve WOOLGAR, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte Poche, 1979 (Sciences humaines et sociales, n°18, 2006).
- Bruno LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991 (Poche/Sciences humaines et sociales, 2006).
- Bruno LATOUR, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte Poche, 1999 (Sciences humaines et sociales, n°166, 2004).
- Bruno LATOUR, *Face à Gaïa. Huit conférences sur le Nouveau Régime Climatique*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2015.
- Bruno LATOUR, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, 2017.
- Bruno LATOUR, *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2021.
- Bruno LATOUR et Nikolaj SCHUTZ, *Memo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même ?*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2022.

Guillaume LOHEST ◆ Président des Équipes populaires

Bruno Latour face à ses critiques : le mot « capitalisme » et notre (im)puissance d'agir

Dans la perspective de cet article, j'avais fourré dans mon sac à dos les trois derniers ouvrages de Bruno Latour : *Où atterrir ?*, *Où suis-je ?*, et le petit *Mémo sur la nouvelle classe écologique*. Je n'y ai pas touché, ils y dorment toujours. À la dernière minute, il m'a semblé plus utile de réaliser un autre exercice : une brève exploration de quelques critiques fortes adressées au philosophe récemment décédé. C'est le meilleur signe d'une pensée féconde : elle fait réagir, elle fait penser, elle secoue.

Si l'on date de la publication de l'ouvrage *Où atterrir ?* (2017) la montée en puissance des réflexions de Bruno Latour dans l'espace public et médiatique, on constate que ses adversaires ont mis du temps à se découvrir. Pendant plusieurs années... rien ou presque à se mettre sous la dent. Le philosophe était pourtant déjà une immense référence dans le champ académique. Lorsqu'il a commencé à inspirer au-delà de ces cercles restreints, des remous se sont formés dans l'arène des idées. À partir du moment où ses réflexions ont percolé dans les milieux militants, des critiques de plus en plus virulentes ont pris corps. C'est un phénomène bien normal et plutôt sain. Latour s'en amusait probablement, lui qui regardait les controverses d'un œil taquin et attendri, pleinement conscient que le savoir lui-même est le fruit d'une fabrication presque artisanale où s'affrontent des intérêts disant rarement leur nom.

Se soigner d'une suspicion d'idolâtrie

Je propose dans ces pages d'appliquer à Bruno Latour lui-même une sorte de cartographie de quelques controverses à son sujet. Je le ferai d'une façon synthétique et absolument subjective, avec l'honnêteté qui s'impose face à des affrontements de pensées et d'idées militantes qui, à bien des égards, me dépassent. Je le ferai sous forme d'hommage néanmoins, car quels que soient les points aveugles de la pensée de Latour, son propos a toujours été de ceux qui « font penser », qui obligent tout vis-à-vis, tout-e lecteur-riche, tout-e auditeur-riche, à remettre en question les grilles de lecture sur lesquelles il appuie sa vision du monde. C'est probablement la raison pour laquelle il compte, parmi ses critiques les plus acerbes, des profils très militants.

Voici d'abord un aveu. Peut-être suis-je victime, comme d'autres, d'idolâtrie à l'égard du philosophe. Sa façon de débarquer sur les radios et sur les plateaux de télévision, sourire en coin, pour produire sur les événements une analyse dont l'intelligence planait à des kilomètres au-dessus des stéréotypes habituellement rabâchés, avait ce don de me fasciner, mais aussi de m'inciter à réfléchir. Si idolâtrie il y a, je saisis l'occasion de ces quelques paragraphes pour tenter de m'en soigner en donnant la parole à des détracteurs.

Un pleurnicheur ?

L'uppercut le plus violent a été donné par l'inimitable et extraordinairement pédant Frédéric Lordon¹. Dans un article intitulé « *Pleurnicher le Vivant* », le philosophe et économiste français a livré un véritable pamphlet dégoulinant d'effets de langage dont l'unique but semble être le plaisir de la violence verbale elle-même. Pour ses qualités linguistiques uniques, le texte vaut le détour. Sa thèse, malgré le brouillard verbeux, peut être assez simplement résumée : comme Bruno Latour ne parle pas de capitalisme et ne le nomme pas, il est donc complice du capitalisme, c'est un « *pleurnichard* » et tous-tes les « *penseurs du Vivant* » avec lui. Selon les propres termes de Frédéric Lordon, « *se retrouver propulsé dans la position très politique de la pensée-à-la-hauteur-du-péril sans jamais prononcer la seule parole politique à la hauteur du péril, sans jamais dire que la Terre est détruite par les capitalistes, et que si nous voulons sauver les humains de l'inhabitabilité terrestre, il faut en finir avec le capitalisme, c'est un exploit qui mérite bien une élection* ».

Il est légitime de s'interroger sur le refus de Bruno Latour de s'inscrire dans une posture anticapitaliste. Les militant-es anticapitalistes, ému-es par l'absence de ce mot justifiant parfois le combat de toute leur existence, ont évidemment le droit de lui en faire le reproche. Mais il est dommage qu'il-elles refusent de voir, derrière les expressions-chocs de Bruno Latour, la vraie interrogation qu'il leur renvoie. Au média *Basta* qui l'interrogeait sur ce grand absent, il répondait : « *c'est juste, je n'utilise jamais ce terme – Marx non plus, d'ailleurs, ferais-je remarquer au passage. Je n'ai aucune raison d'employer ce terme, qui ne décrit rien. Cela ne permet pas de penser la complexité du monde, au contraire c'est mettre dans un même paquet des milliers de décisions qui ne sont plus analysées si on parle d'un seul et même système capitaliste contre lequel il faudrait lutter* »². Quand Bruno Latour dit que « *le capitalisme, ça n'existe pas* », il faut être d'une sacrée mauvaise foi pour le prendre au mot. Ce qu'il pointe par cette provocation, c'est que le capitalisme existe par tellement de manifestations concrètes qu'on se prive de toute intelligence et de toute action si on le transforme en un fétiche, en un épouvantail, en un mot d'ordre antisystème. Latour précise d'ailleurs, dans la même interview : « *les capitalismes n'existent que grâce à nos institutions publiques. Le terme capitalisme dirige l'attention vers l'économie, alors que ce sont très largement des décisions étatiques, y compris celles de la gauche méditerranéenne de 1983, qui les ont rendues possibles. Ces organisations de marché sont permises et autorisées par des réunions à Bercy, par une décision de Joe Biden ou de*

L'Union européenne. Il y a mille occasions d'agir contre cette mise en système que le paquet « anticapitalisme » invisibilise. Tous les endroits où des groupes de pression peuvent agir sont remplacés par une sorte de bouton rouge, comme dans les films de James Bond, sur lequel il suffirait d'appuyer pour tout faire sauter. » Il y a là une vraie critique de la posture anticapitaliste militante, que l'on peut choisir de prendre au sérieux pour mieux s'attaquer au capitalisme (nommé ou non), ou que l'on peut prendre comme une attaque personnelle, dans un réflexe assez humain mais plutôt triste, parce qu'il raidit les attitudes et la pensée.

Au passage, Bruno Latour ne se prive quand même pas de répondre à Fr. Lordon : « *L'anticapitalisme obsède les esprits de gauche depuis 70 ans, et pour quel résultat ? Cela m'amuse assez qu'on décide de continuer à utiliser ce terme au 21^e siècle. C'est une espèce de religion qui fait plaisir à M. Lordon et aux trois partis trotskystes qui représentent 2 % des voix... Cette gauche-là est complètement impuissante, mais elle continue de croire à cet idéal de remplacer le monde par un autre monde.* » Uppercut pour uppercut. Je comprends la blessure irréparable que Latour fait à toutes les anticapitalistes en disant cela. Mais les faits ne lui donnent pas tort, quant à l'utilisation du terme : si c'était au nombre d'occurrences du mot capitalisme qu'on mesurerait l'efficacité d'une lutte, le monde aurait changé depuis longtemps. Ce débat est un peu stérile en réalité, car derrière le fond de mauvaise foi tout le monde a raison, tandis que rien ne change.

Un procrastinateur ?

De façon beaucoup plus honnête et beaucoup plus sérieuse, l'environnementaliste belge Daniel Tanuro s'est livré à une critique complète de plusieurs des derniers ouvrages de Bruno Latour. On retrouve chez lui, évidemment, le reproche du même péché originel : le philosophe a le malheur de ne pas être un militant anticapitaliste. Mais, plus en profondeur, Tanuro précise sa critique et la rend très intelligible : Bruno Latour, en refusant de se situer dans une stratégie anticapitaliste, se positionne *de facto* ailleurs selon lui : dans une attitude qu'il qualifie de « religieuse », une « procrastination apocalyptique ». La critique est retournée en miroir : admettons que l'anticapitalisme ne fonctionne guère, on voit mal comment une description métaphorique telle que celle proposée par Latour (qui parle par exemple de « devenir-termite ») serait à même de modifier quoi que ce soit à l'ordre du monde ! « *Voilà donc le message clé de Latour, écrit Daniel Tanuro³ : « vouloir remplacer ce monde par un autre » = « vouloir le paradis sur terre » = « la certitude des vérités d'en haut » = « l'exercice de la terreur.* Dès lors, *l'alternative latourienne « n'est revenir en arrière ni vers l'ici-bas d'autrefois, ni vers le monde matériel (des) Modernes » mais « habiter autrement le même lieu » (le même monde), c'est-à-dire « réinvestir » en Terre « la valeur que les religions figuraient un peu naïvement [...] en haut », et le faire avec « la même exigence de finalité et d'absolu.* Car « *sans la Terre, quel pourrait bien être le sens de l'Esprit ?* » Soyons de bon compte : si l'on se situe dans l'exigence de l'action, la critique touche juste, on voit mal ce que tout cela pourrait bien signifier concrètement. J'ajoute : je préfère en effet quand Latour s'enthousiasme pour les ZAD par exemple, on devine plus clairement où vont ses sympathies.

Ce qui compte, c'est notre puissance d'agir

Où ces réflexions critiques me mènent-elles ? À mon point de départ. Une pensée aussi brûlante et aussi provocatrice que celle de Bruno Latour fait forcément des étincelles. Je pense qu'il est essentiel de se plonger dans ces controverses, car elles touchent à ce qui doit occuper toute notre attention : notre (im)puissance d'agir. Si Bruno Latour mobilise autant de passions, c'est parce qu'il appuie là où ça fait très mal à tout le monde : notre incapacité (à tous et toutes) à transformer le monde. Dans cette perspective, je ne vois pas l'intérêt de prendre parti pour ou contre, de vouloir à tout prix ranger le philosophe du bon ou du mauvais côté de la liste. Il est bien plus pertinent de se laisser secouer, jusqu'au malaise parfois, puisque le but est d'agir en meilleure adéquation avec les enjeux de l'époque.

Comme le signale l'éditeur et militant communiste Philippe Pignarre dans une tentative de conciliation entre Bruno Latour et certain-es de ses critiques écosocialistes, ceux-ci « *sont confrontés au même problème que celui mis au centre de leur Mémo par Latour et Schultz : comment passer du constat à l'action ? Comment faire pour que des milliards de personnes menacées par le Nouveau Régime Climatique, ou temps des catastrophes, deviennent capables de définir leurs intérêts et d'agir collectivement ? Ils auraient tort de croire que l'histoire leur a fourni une réponse toute faite* »⁴.

1. Frédéric LORDON, « Pleurmicher le vivant », *Les blogs du Diplo, La pompe à phynance*, 29 septembre 2021 (en ligne) <https://blog.mondediplo.net/pleurmicher-le-vivant>
2. Bruno LATOUR, « Tout le monde se sent trahi, on comprend bien que ce modèle n'est plus possible », propos recueillis par Barnabé BINCTIN, *Basta !*, 16 février 2022 (en ligne) <https://basta.media/Bruno-Latour-nouvelle-lutte-des-classes-ecologie-climat-anticapitalisme-alternatives>
3. Daniel TANURO, « Face au désastre. Pourquoi Bruno Latour a tort et pourquoi il faut le prendre au sérieux », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 18 mai 2021 (en ligne) www.contretemps.eu/desastre-latour-materialisme-ecologie-capitalisme-vert-tanuro/
4. Philippe PIGNARRE, « La Terre, notre camarade. Lettre ouverte à mes amis marxistes », *Revue Terrestres*, 26 janvier 2022 (en ligne) www.terrestres.org/2022/01/26/la-terre-notre-camarade-lettre-ouverte-a-mes-amis-marxistes-MOC



Reportage Et CARHOP

Jean-François RASSCHAERT ♦ animateur CIEP-MOC Namur

Des ateliers *Où atterrir ?*, piste méthodologique pour traiter du climat

Depuis février 2022, l'équipe du CIEP-MOC Namur a lancé une dizaine d'ateliers *Où atterrir ?* organisés en soirée à Natoye. L'objectif : aider les participant-es à identifier ce qui les touche dans ce que le penseur Bruno Latour appelle « *le nouveau régime climatique* ». D'autres sessions ont eu lieu à Louvain-la-Neuve et à Dinant. Cet article ne permet pas de faire le tour de la méthode développée dans les ateliers, encore moins de tirer un bilan complet des expériences menées. Il a simplement pour but de vous donner envie d'en savoir plus. *Où atterrir ?* de Bruno Latour est un livre assez ardu à lire et les ateliers qui en découlent sont également difficiles à décrire. En résumé, le philosophe engagé pense qu'il est temps de changer la nature de la lutte des classes qui, de socio-économique doit devenir écologique, opposant celles et ceux qui veulent préserver l'habitabilité de la terre à celles et ceux qui veulent continuer à vivre « *hors-sol* ». Il s'agit désormais de discuter davantage de la constitution du gâteau que de sa répartition¹ : que garde-t-on de l'ancien monde ? De quoi se débarrasse-t-on, puisque la destination qu'on nous avait promise, la jouissance sans limites pour toutes, n'est plus possible ? Citoyen-nes et politiques, nous sommes résolument perdu-es face à cette situation inédite et nous devons urgemment prendre le temps² de penser et de créer une nouvelle forme d'organisation de nos sociétés, pour les faire « *atterrir* ».

Différentes étapes

Pour ce faire, nous dit Latour, il faut arrêter de 'bassiner' les gens avec l'expression des généralités écrasantes (et paralysantes tellement la tâche paraît immense) telles que « *il faut sauver la biodiversité* » ou les alertes autour d'enjeux peu sensibles pour les citoyen-nes, comme la disparition des ours polaires, qui est certes une réalité, mais se trouve à mille lieues de leurs préoccupations et expériences de vie. Pour qu'il elles se sentent concerné-es et retrouvent du pouvoir d'agir, il faut partir de leurs ressentis liés au territoire dont il-elles vivent (différent pour Latour du territoire où il-elles vivent)³.

Ensuite, il faut aider les participant-es à identifier leur « *concernement* ». Lorsque Latour évoque « *le concernement* », il fait référence à l'image d'un caillou dans la chaussure que seule la personne concernée peut décrire puisqu'elle est la seule à le ressentir. Le concernement est un élément, une entité ou un phénomène, vital pour les personnes et/ou auquel elles sont attachées ou se sentent menacées. Selon Latour, pour politiser réellement la question écologique, il faut travailler « *pixel par pixel (sic) et agréger les concernements des gens au sein d'un territoire de vie afin d'avoir une vue globale de la situation et de pouvoir se saisir utilement de la question environnementale* »⁴. Pour aider les gens à identifier et à circonscrire leur caillou dans

la chaussure, cinq questions sont proposées, qui amènent les participant-es à poser leur concernement dans un outil développé spécialement, baptisé « *boussole* ».

Cinq questions posées aux participant-es pour leur faire identifier leur « *caillou dans la chaussure* » :

- *Pouvez-vous décrire en quelques lignes un être, un élément, une entité indispensable à votre existence et dont vous avez appris que son maintien était menacé ? ;*
- *Décrivez précisément en quelques lignes en quoi la présence et la perte de cet élément vous est indispensable/préjudiciable ;*
- *Pouvez-vous décrire par qui et par quoi cet élément est menacé ? ;*
- *Pouvez-vous préciser par qui / quel canal vous avez pris conscience de la menace qui pèse sur lui et quelle confiance vous avez dans cette annonce ? ;*
- *Décrivez maintenant si vous êtes prête à faire quelque chose pour contrer cette menace et, que vous soyez prête ou non à agir, pouvez-vous dresser une liste, même rapide, des éléments qui favorisent ou au contraire empêchent votre éventuelle action ?*

Intrigué-es par cette démarche et sentant que se jouait là quelque chose d'intéressant en termes de « *Voir, Juger, Agir* », les animatrice et animateur du CIEP-MOC Namur, Thérèse Willot et moi-même, se sont lancé-es dans la démarche latourienne grâce au collectif Terrestres⁵. Ensuite, non sans difficultés et tâtonnements, des ateliers *Où atterrir ?* ont été programmés à La Spirale⁶ de Natoye. Mis à part demander aux participant-es d'identifier quelque chose qui les taraudait dans le cadre de leur (sur)vie, de le poser dans une boussole et de mener une enquête, nous ne savions pas grand-chose de la démarche des ateliers *Où atterrir ?* En effet, financée par le Ministère de la Transition français à hauteur de 200.000 euros, l'expérience-pilote menée près de Limoges par Latour et son équipe conservait à dessein une part de secrets, la primeur de son déroulement et ses résultats étant réservée au pouvoir subsidiant. C'est sans doute ce qui explique les deux erreurs « *de débutant-e* » que nous avons commises : tout d'abord, l'envie, avant même le début de la première séance, de voir le groupe aboutir, au bout de la dizaine de rendez-vous, à une action commune sur le territoire ; ensuite, le fait de proposer de travailler en premier lieu des concernements collectifs au sein de sous-groupes. En effet, le présupposé de Latour est qu'on ne se mobilise *in fine* que pour quelque chose qui nous touche au plus profond de notre être, de nos tripes, ce qui induit quasi automatiquement un travail personnel, mais pas individuel. En effet, les autres participant-es interviennent dans la boussole, tout en étant témoins des préoccupations d'autrui

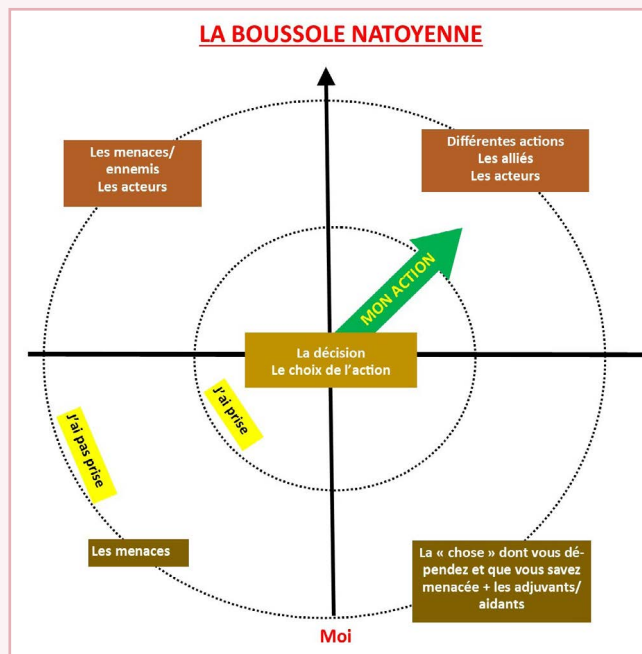
(voire plus s'il-elles adhèrent aussi au concernement) et concourent ainsi, avec le croisement des boussoles et des enquêtes, à dessiner une cartographie des concernements au niveau d'un territoire. Cette manière de procéder permet de (re)politiser la question écologique.

La « boussole-enquête », colonne vertébrale de la méthode

Pour aider les gens à prendre de la hauteur et à mieux comprendre les acteur·rices et les éléments qui ont amené leur concernement dans sa situation précaire aujourd'hui, Latour et son équipe ont développé une boussole, qui est dessinée sur le sol et dans laquelle les participant·es vont physiquement se positionner et placer les éléments qui interviennent autour de leur préoccupation. N'ayant pas tous les éléments en main au moment de débiter les séances à Natoye, nous avons imaginé que la personne concernée se tennait au bas de la boussole et plaçait dans le quart droit du bas du schéma ce qu'elle identifiait comme les adjuvant·es à la préservation ou au développement de l'entité qu'elle sentait menacée. À l'inverse, dans le quart du bas à gauche, elle pouvait placer tous les éléments en lien avec une menace qui pèse sur cette entité.

Notez au passage que la boussole est aussi constituée de cercles concentriques : celui situé à l'intérieur accueille les éléments sur lesquels la personne pense avoir prise et celui à l'extérieur, ceux qu'elle estime hors d'atteinte pour elle (c'est la même chose dans le haut de la boussole). Il va de soi que cette première phase nécessite un questionnement et une enquête, afin de ne pas placer des éléments insignifiants ou omettre d'autres essentiels en lien avec son concernement. Une fois cette première phase réalisée, la personne s'avance au centre de la boussole et, sachant mieux ce qui aide ou menace l'enti-

« Dans les ateliers *Où atterrir ?*, j'ai beaucoup apprécié le programme et l'animation, l'enrichissement par le partage d'expériences du groupe ainsi que la découverte de soi. Ce qui m'a le plus interpellée, c'est la cohérence de nos recherches, à partir de la boussole, qui permettent d'approfondir chaque fois la question de départ. Dans mon cas, c'était sur l'inquiétude pour l'avenir des générations futures. La deuxième semaine, la question s'est transformée en lien avec le réchauffement climatique, puis elle s'est affinée autour du thème des terrasses végétalisées. La semaine suivante, avec comme point de départ la cohésion, la confiance, j'ai pu découvrir ma réponse (aller au-devant de mes voisins, que ce soit autour du local dédié aux ordures ou une invitation au début de l'année prochaine autour d'un petit verre chez nous). Au travers de ces réponses, je trouvais une réponse à mon inquiétude pour les générations futures, en approfondissant les relations sociales... Ce qui m'a aussi interpellée, c'est de me voir confrontée à la nécessité d'un engagement personnel, ce qui est beaucoup plus exigeant mais aussi davantage enthousiasmant que les ateliers où l'on se contente souvent de théorie, de bla-bla ou de flou. »
(Annik)



té à laquelle elle est attachée et comment elle s'est retrouvée dans cette situation de mise à mal, elle peut énoncer l'action qu'elle est prête à faire pour défendre l'existence de son entité de concernement. Ce faisant, elle fait un pas à l'avant-droit pour se placer au niveau des adjuvant·es présent·es et futur·es pour la préservation de celle-ci. Dans le quart avant droit, elle placera les personnes, les choses, les événements qui l'aideront dans cette tentative d'éradiquer la menace et dans le quart avant gauche, les ennemi·es, ancien·es ou nouveaux·elles qu'elle va se créer parce que son attention les menacera à leur tour. Par exemple, si mon pas en avant consiste à ne plus prendre l'avion, mon voisin bagagiste ou ma belle-sœur pilote de ligne deviendront mes ennemi·es (au niveau des intérêts et bien sûr pas sur le plan personnel). À Natoye, nous avons peuplé la boussole en demandant aux autres membres du groupe d'y participer en incarnant les éléments énoncés, qu'ils soient vivants ou non. La démarche latourienne vise à (re)donner la parole à des entités comme la mer, les pâturages,... afin de les inclure dans la réflexion globale sur les menaces et les moyens de les résoudre. À Dinant, nous nous sommes limités à poser les éléments énoncés dans la boussole via des post-it. Lors de l'Université d'été *Où atterrir ?* en juillet 2022⁷, nous avons appris que le remplissage de la boussole se réalisait un peu différemment : si le participant·e se rendait compte que son concernement est trop vague ou qu'il n'est pas celui énoncé au départ, il-elle pouvait refaire plusieurs boussoles jusqu'à en obtenir une qui reflète vraiment ce qui le-la touche directement (et pour bien travailler « pixel par pixel »). Tout au long du processus, les participant·es sont invité·es à mener une enquête, en se renseignant sur les éléments qu'il-elles avaient identifié·es comme interagissant autour de leur caillou. Cette manière de documenter les choses (en lisant, en rencontrant des acteur·rices de terrain, ...) permet de se détacher de l'expression d'opinions pour se rapprocher d'une analyse da-

vantage réelle et obtenir dans le chef des participant-es une connaissance assez fine de la situation relative au concernement énoncé, ce qui permet de mieux déterminer l'action la plus efficace. Cette méthode « boussole-enquête » constitue vraiment la colonne vertébrale de la démarche mise au point par le philosophe et son équipe.

Regard critique sur la méthode

Aussi bien à Natoye qu'à Louvain-la-Neuve ou à Dinant, nous avons constaté à quel point cette démarche permet aux participant-es de vraiment identifier et rendre sensible ce qui les touche dans la situation écologique.

La boussole en particulier est un outil de décentration redoutable. En effet, en posant les éléments sur le sol, les participant-es ont désormais une vision plus claire de la situation autour de leur caillou dans la chaussure et se sentent avoir une meilleure prise grâce à leurs connaissances sur le sujet. Qui plus est, le peuplement de la boussole permet aussi aux autres participant-es de prendre conscience de la multiplicité des enjeux et des acteurs-rices. Ainsi, en incarnant une militante écologiste se battant contre l'utilisation de pesticides, une des participantes de Natoye a expliqué qu'elle comprenait désormais que l'attaque frontale des petits agriculteurs pouvait être parfois contre-productive. L'efficacité de la méthode a pu être mesurée tant à Natoye qu'à Dinant. Pour la plupart des participant-es, elle les avait vraiment aidé-es à y voir plus clair et leur a donné envie de s'investir pour défendre leur concernement menacé.

« L'expérience a bousculé mon territoire intérieur. J'ai abandonné mes réflexes de répondre au plus vite à une difficulté, au service de la justesse. Les échanges avec les participants ont été inspirants par nos différences et nos complémentarités. L'atelier Où atterrir ? recentre à force de regarder autour et à l'intérieur de soi. Reconnectée à la nature et à la complexité du monde du vivant, humain et non humain, je me suis sentie légitime d'agir et d'imaginer une nouvelle classe écologique. »

(Peggy)

Avec seulement trois expériences, nous sommes encore (peut-être plus que jamais) plein de doutes sur la manière de faire vivre la méthode *Où atterrir ?* Après quelques séances, près de 2/3 des participant-es abandonnent le processus (sans doute parce qu'il-elles venaient chercher de l'action rapide plutôt que de la réflexion sur un temps assez long), tandis que celles et ceux qui restaient allaient assez loin dans le processus proposé.

Autres points en questionnement : le meilleur timing pour organiser le processus, la manière d'accompagner, même de loin, les participant-es jusqu'à la mise en œuvre de leur action. Nous nous questionnons par exemple sur la pertinence d'introduire des moments plus personnels dans le processus avec notamment des entretiens individuels, etc.

« Ce qui m'a interpellée est le fait d'avancer en suivant cette méthode de la boussole et des suites qu'on y a données. Ce qui était bousculant est le résultat des enquêtes, que ce soit les lectures ou les interrogations des personnes concernées pour y voir plus clair et le fait déjà de les faire. Ce qui est venu nous interroger est la réflexion sur la manière de faire et la question de continuer ou changer de direction dans ce qu'on fait en pouvant argumenter notre avis de façon beaucoup plus précise. Je trouve que la méthode est excellente et j'espère y faire personnellement appel pour d'autres sujets problématiques. »

(Marie)

Notre participation à la première Université d'été *Où atterrir ?* et la découverte de l'expérience-pilote menée par Bruno Latour, nous ont permis de modifier et d'enrichir notre approche de certains éléments du dispositif.

Perspectives

Tant d'autres choses pourraient être écrites sur ce processus, mais la place nous manque.

D'autres sessions d'ateliers seront programmées dans le Namurois. Par ailleurs, nous pensons à d'autres idées : mettre en place une formation de formateur-rices avec l'aide du collectif *Terrestres* et de l'équipe de Latour ; explorer la construction d'une expo itinérante « musée de la modernité » (sur le modèle du Musée du Capitalisme), qui permettrait aux visiteur-euses de faire un premier pas dans la démarche latourienne. Bref, les idées ne manquent pas, mais il reste encore à les faire... atterrir.

Si vous êtes intéressé-es par la démarche, contactez le CIEP-MOC Namur pour en discuter (Jean-François Rasschaert Mail : jean-francois.rasschaert@lilon.be GSM : 0497/41.00.55 www.ciepmocnamur.be).

1. Bruno Latour propose de quitter ce qu'il appelle « l'axe de la modernité » qui nous amène du local au global en appelant ce mouvement « progrès ». Il propose de basculer à 180 degrés de l'idéologie trumpienne pour déterminer où nous allons pouvoir atterrir, au niveau de ce qu'il appelle « un nouvel attracteur ».
2. <https://twitter.com/Ccesoir/status/1579041173595119616>
3. « Agir avec Bruno Latour. Ré-apprendre à faire territoire », *AutrementAutrement*, 17 mars 2021 (en ligne) <https://autrementautrement.com/2021/03/17/agir-avec-bruno-latour-deplier-nos-geographies-de-subsistance-pour-recommander-a-faire-territoire/>
4. Br. Latour fait souvent référence aux cahiers de doléances initiés par Louis XVI (Bruno LATOUR, *Les nouveaux cahiers de doléances. À la recherche de l'hétéronomie politique*, sd (en ligne) www.bruno-latour.fr/sites/default/files/163-ESPRIT-HETERONOMIEp.pdf)
5. Ce Collectif a été précurseur de la démarche *Où atterrir ?* en Belgique. Il est notamment composé de Daniel Cauchy, actif à *Rencontre des Continents* et au *RCR*², qui est intervenu plusieurs fois dans nos ateliers (<https://colibris-wiki.org/terrestres>)
6. Centre rural des métiers d'art situé à Natoye qui regroupe une cinquantaine d'artisan-es de tous horizons, la Spirale utilise notamment l'art/l'artisanat pour mener à bien des activités d'éducation permanente et d'éducation jeunesse.
7. En juillet 2022, nous avons participé à la première Université d'été *Où atterrir ?* à Saint-Junien. La deuxième édition aura lieu début juillet, près de Grenoble. Pour en savoir plus : <https://s-composition.eu/>

Zones de droit, ensemble pour les droits des migrant·es

Un texte fondateur

Initiée par le MOC, la Zone de droit représente tout d'abord un réseau de lieux qui se veut solidaire avec toutes les personnes migrantes qui sont sur notre territoire avec un statut précaire. C'est à partir de nos réseaux en région et dans les organisations constitutives du MOC, qu'une société juste et égalitaire peut se construire. La Zone de droit est donc le rassemblement autour de valeurs communes, qui a comme mission de construire avec les personnes migrantes et en séjour précaire, une existence digne. Les membres du réseau mettent en œuvre des solutions face aux problématiques rencontrées par les migrant·es, au travers des projets concrets portés par des acteur·rices de changement avec et pour les personnes concernées. Les actions se mènent avec les personnes, en veillant à leur émancipation individuelle et collective. La Zone de droit relie les actions locales de solidarité immédiate aux actions fédérales pour agir sur les politiques qui décident de la mise en place des politiques d'asile et de migration.

Point de départ, une série de constats

Un abandon des migrant·es sans séjour légal

Notre pays n'est plus un État de droit, car il ne respecte plus ses obligations fondamentales, ses engagements internationaux. Il abandonne des milliers de personnes les plus fragilisées : les Sans-papiers (SP), les demandeur·euses d'asile, des étudiant·es, des transmigrant·es... qui ont tout·es un séjour précaire. Alors que nous étions persuadé·es que la situation mondiale de la pandémie du COVID allait modifier le changement de la politique d'asile et migration en Belgique par le fait qu'une « *circonstance exceptionnelle* » frappait l'humanité, force est de

constater que le gouvernement n'a pas été à la hauteur des attentes de milliers de personnes : la dignité humaine n'était ni dans l'agenda politique, ni dans l'accord de gouvernement.

Depuis le début de la pandémie, des centaines d'associations et de comité de SP se battent à tous les niveaux pour leur obtenir des droits. Aujourd'hui, même si l'échec est difficile à vivre pour eux et les organisations de soutien, nous avons le devoir comme Mouvement Ouvrier de continuer le combat et retrouver un autre souffle. On ne peut accepter que le politique nous renvoie déjà à la prochaine législature.

Notre conviction est que le travail politique doit se redéployer sur le terrain. Des lieux de résistance et de protection sont essentiels, car les SP sont aujourd'hui les premières victimes d'exploitations, de violences institutionnelles et autres... La politique fédérale met à mal des milliers de personnes alors qu'elles ont des droits sur notre territoire et que bien souvent elles ne le savent pas. Pour construire ce nouveau rapport de forces, nous proposons de mettre en place des zones de droit au sein des régions avec des organisations du MOC, ainsi qu'avec d'autres partenaires.

Missions des zones de droit

L'enjeu est de faire émerger une action de terrain avec les personnes migrantes, qui sont en statut précaire, pour les visibiliser et les soutenir concrètement dans l'acquisition de droits fondamentaux. Être « sans-papiers » est une situation administrative. Le terme désigne les personnes qui résident sur le territoire belge sans posséder le titre de séjour requis : expiration d'un visa, déboutés du droit d'asile, enfants nés en Belgique de parents SP, échec d'un regroupement familial, perte d'un contrat de travail... Les situations sont multiples, mais la



ZONE DE DROIT

ENSEMBLE POUR LES DROITS DES MIGRANT·ES

réalité reste la même pour des hommes, des femmes et des enfants, qui vivent en Belgique – souvent depuis de longues années –, dont les enfants sont scolarisés, qui suivent des formations, travaillent et luttent pour leur survie. Sans droits. Invisibles administrativement.

Au-delà de la situation inédite liée à la crise sanitaire, les associations dont le MOC sont en faveur des régularisations de séjour des SP, qui n'apportent que des avantages à la Belgique et à sa population : lutter contre l'exploitation, le travail au noir et le dumping social, les marchands de sommeil, les violences faites aux femmes, réguler le marché du travail, faire contribuer les personnes au refinancement de la Sécurité sociale, soutenir la relance économique, répondre au besoin urgent de main-d'œuvre qui résultera de cette crise et à moyen terme, pallier le déficit démographique. La crainte de « l'appel d'air » est un épouvantail de pacotille par rapport aux bénéfices que nous tirerons collectivement de ces régularisations. Les expériences du passé (notamment les régularisations de 1999 et 2009) n'ont d'ailleurs pas entraîné de mouvements migratoires supplémentaires et ont apporté des effets bénéfiques à l'économie de la Belgique et à la cohésion sociale.

Ensemble, nous réclamons que les droits humains soient respectés et que les droits fondamentaux qui garantissent la dignité des personnes soient appliqués pour toutes les personnes migrantes qui ont un statut précaire sur notre territoire.

Accès au droit à la santé : Pour les SP, pas de sécurité sociale, des soins partiels et non-garantis

Les personnes SP ne cotisent pas ni ne bénéficient de la Sécurité sociale. En cas de problème de santé, la procédure « classique » pour accéder à une aide médicale urgente

(AMU) relève de la compétence des CPAS. Après une enquête d'indigence et de résidence exigeant de nombreux documents, celui-ci détermine un niveau d'intervention financière dans les frais médicaux qui est partiel et jamais garanti. Nous constatons cependant que certains CPAS compliquent inutilement, voire illégalement, la procédure et donc l'accès aux soins pour les SP. La plupart d'entre eux ne font en réalité pas appel à l'aide médicale urgente, puisque seuls 10 à 20 % y ont recours : étant donné leur situation administrative, les personnes redoutent et repoussent le moment de consulter, par méconnaissance de ces nouvelles dispositions et par peur d'une facturation ultérieure des soins nécessaires ou d'une arrestation sur le chemin des urgences. Les problèmes de santé mentale sont de plus en plus inquiétants.

Accès au droit à l'emploi décent et à la formation : pour les SP, sans revenus légaux ni aides sociales

Pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, une grande partie des personnes SP travaillent clandestinement dans l'agriculture, le travail domestique, l'industrie alimentaire, la construction, l'HORECA, le petit commerce,... des secteurs cruciaux et essentiels pour l'économie belge. Les SP possèdent également des compétences acquises dans leurs pays d'origine ou lors de formations suivies en Belgique, notamment dans les métiers en pénurie de main-d'œuvre : c'est le cas des métiers du soin ou de l'horticulture, justement touchés de plein fouet en raison de l'épidémie de COVID19 et qui devront être renforcés rapidement dans les mois à venir. Alors qu'ils devraient bénéficier en théorie des mêmes droits que n'importe quel travailleur, les travailleuses SP ne peuvent en réalité prétendre à aucune protection faute de contrat de travail et font l'objet d'une exploitation de la part de nombreux employeurs. Cependant, ils constituent une force de travail considérable dans l'économie de la Belgique.

L'accès des personnes SP aux formations, outre le besoin de se former et de se socialiser, répond également à une exigence de l'Office des Étrangers

de prouver l'intégration et l'ancrage durable dans le cadre d'une demande de régularisation de séjour pour raisons humanitaires et est donc fondamental.

Accès au droit au logement décent

Les personnes SP rencontrent d'immenses difficultés pour se loger en temps normal, pour des raisons de titre de séjour et de ressources. Ils et elles sont dispersés dans différents types d'hébergement : logement chez des proches par roulement (familles, connaissances, amis), hébergement collectif dans des occupations, squats, abris de nuit, mais aussi logements privés mis à disposition ou loués par des propriétaires solidaires... ou des marchands de sommeil. En raison de leur situation financière, leurs logements sont souvent temporaires, surpeuplés, insalubres et précaires, sans contrat de bail ni les garanties qui en découlent. Le risque de sans-abrisme est élevé : les cas d'expulsions et de menaces d'expulsions augmentent pour défaut de paiement des loyers. Pire encore, certaines personnes sont obligées de rester auprès d'un logeur violent ou à la merci de propriétaires menaçants, faute de solution alternative d'hébergement. Certaines communes et/ou associations ont pris des dispositions d'hébergement temporaires de sans-abris, mais ne prenant en charge qu'une partie très minoritaire du public SP.

Accès au droit au séjour légal : Sans-papiers, sans droits

Les voies d'accès au séjour légal sont actuellement très limitées en Belgique, existent seules les mesures de régularisations de séjour pour raisons humanitaires (article 9bis de la loi du 15 décembre 1980) relevant de la décision discrétionnaire de l'Office des Étrangers. Quelques critères ont été retenus par les services juridiques et les avocates à partir de la dernière opération de régularisation datant de 2009, sans garantir néanmoins l'accès à un titre de séjour, même lorsque les « conditions » semblent remplies. En 2018, seules 49 % des demandes traitées ont abouti positivement, sur un titre de séjour temporaire ou illimité selon les cas, après de nombreuses années d'attente. Si cette proportion est en augmentation par rapport à

2017 (22 % de décisions positives), elle est à mettre en balance avec une diminution préoccupante des décisions prises chaque année depuis 2011 par l'Office des Étrangers en la matière. La procédure de demande de régularisation 9bis est longue, coûteuse (jusqu'à 366 € de redevance administrative plus des frais d'avocat dans la majeure partie des cas), fastidieuse, inéquitable et aléatoire. Elle ne protège pas les personnes durant la durée d'examen et fragilise les individus et les familles dans leurs efforts d'inclusion. Elle aboutit à des situations injustes, conduisant à des situations absurdes et inadmissibles allant jusqu'à l'expulsion de familles dont les enfants sont nés en Belgique et y sont scolarisés.

Par la mise en place de zone de droit, nous réclamons une politique d'accueil, juste, inclusive, efficace et réellement émancipatrice pour rendre effectifs les droits pour toute personne migrante de vivre dans la dignité par l'accès au logement, à l'emploi, aux soins de santé, à l'enseignement, à la formation, à la culture et à l'espace public. ●



Reportage B. CARHOP

10 ans après la catastrophe du Rana Plaza



En 2013, l'Accord Bangladesh sur la sécurité et la protection contre les incendies est signé. En 2021, cet accord Bangladesh devient l'Accord international pour la santé et la sécurité dans l'industrie textile et de l'habillement avec 188 entreprises signataires et 8 entreprises belges.

Mais... l'accord en vigueur au Bangladesh expire en aout 2023 et son champ d'application reste restreint. Les enjeux législatifs sur le devoir de vigilance aux niveaux belge et européen restent de taille !

Voilà pourquoi le 24 avril, WSM co-organise avec AchACT et Schone Kleren Campagne deux événements autour du thème #RanaPlazaNeverAgain :

- Une performance artistique appelée Sisypholia consistera à faire rouler une boule de vêtements. Cette boule de textiles écrasera symboliquement le public, par-

À cette occasion, WSM éditera en avril une édition spéciale du WSM-MAG dédiée aux 10 ans du Rana Plaza avec un point sur les avancées politiques, les défis à relever aujourd'hui et pour le futur, des témoignages de victimes de la catastrophe, des entretiens avec les représentants du mouvement Youth For Climate autour de la fast fashion et un tour du monde de nos organisations partenaires avec en point d'orgue un « call to action » autour du devoir de vigilance des multinationales !

Infos : www.wsm.be/s-informer/publications/

Le 24 avril 2023, il y aura dix ans que la catastrophe du Rana Plaza a eu lieu à Dhaka au Bangladesh. L'effondrement de ce building abritant une manufacture textile avait fait 1138 travailleurs tués et plus de 2000 blessés ; il reste le symbole d'une filière d'approvisionnement mondialisée bafouant les droits humains les plus élémentaires.

tant vers 10h30 de la rue Neuve jusqu'à la Place de la Monnaie. Symboliquement, la boule « qui tue » sera arrêtée.

- S'en suivra, Place de la Monnaie, un moment commémoratif où l'expression du #RanaPlazaNeverAgain se fera entendre. Des prises de parole rappellent l'urgence d'agir. ●

LES 20 KM DE BRUXELLES

28 MAI 2023



Rejoins l'équipe de WSM et dépasse-toi en soutenant l'insertion socio-professionnelle des jeunes Péruviens aux prises avec un pays en crise économique et politique !

Informations et inscription:

<https://actions.wsm.be/>

Contact: **Adrienne Legrand**

☎ 0477/44.11.53

✉ adrienne.legrand@wsm.be



Centre l'Illon
Salle Houyoux

FORMATION

28 DE
AVRIL 2023
FORMATEUR.RICE.S

Inscription avant
le 3 avril 2023

Théâtre forum
Facilitation visuelle
Outils pédagogiques



Inscription : www.ciep.be
Infos : CIEP secrétariat
Lysiane Mettens
Mail : lysiane.mettens@ciep.be

Pas de justice climatique et sociale sans justice fiscale



Le Réseau pour la Justice fiscale (RJF) organise en juin un colloque portant sur la thématique «*Pas de justice climatique et sociale sans justice fiscale*». Afin de préparer le colloque, des lunchs-débats seront organisés entre mars et mai à Bruxelles, Liège, Namur et Charleroi. Pour les organisations membres du RJF¹, il était nécessaire de consacrer ce premier semestre à une réflexion et à la construction de propositions afin de faire face à la crise aux multiples dimensions que nous traversons et qui se caractérise par une augmentation

de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Les inégalités, y compris celles de genre, ne cessent de s'approfondir. Ce contexte accentue le besoin d'agir et de mettre en place des solutions permettant d'avancer vers plus de justice sociale et respecter les limites planétaires. Parmi ces solutions, la justice fiscale est un socle essentiel. La justice fiscale permet en effet de répondre à l'urgence de mobiliser des moyens significatifs pour tous les pays afin d'agir sur les causes et conséquences des crises multiples et de transformer en profondeur nos sociétés².

Programme des séances préparatoires :

Taxation juste des multinationales : et si on arrêtait le déni ?

Date : 4 avril 2023

Lieu : Design station (Rue Paradis 78, 4000 Liège)

Intervenantes : Leïla Oulhaj (CNCD) et Lison Rehinder (CCFD-Terre Solidaire)

Le retour en grâce de l'impôt sur la fortune : les riches ont-ils le droit de payer des impôts ?

Date : 25 avril 2023

Lieu : OXFAM-SOLIDARITÉ (Rue des Quatre-Vents 60, 1080 Molenbeek-Saint-Jean)

Intervenants : Simon Watteyne (ULB) et Julien Desiderio (OXFAM)

Le passage nécessaire de l'opacité à la transparence en matière fiscale, financière et comptable

Date : 11 mai 2023

Lieu : CNCD-11.11.11 (Quai du Commerce 9, 1000 Bruxelles)

Intervenants : Christian Savestre (POUR et ATTAC) et François Gobbe (Kairos Europe Wallonie Bruxelles)

Taxer les transactions financières, une ardente obligation jusqu'à présent ignorée ou dévoyée

Date : 23 mai 2023

Lieu : auberge de jeunesse de Charleroi (Rue du Bastion d'Egmont 3, 6000 Charleroi)

Intervenants : Arnaud Zacharie (CNCD) et Christian Savestre (POUR et ATTAC)

Journée d'étude Pas de justice climatique et sociale sans justice fiscale

Date : 16 juin 2023

Lieu : Maison des Associations Internationales (Rue Washington, 40 - 1050 Bruxelles)

Contact : Réseau pour la Justice Fiscale. Leïla OULHAJ et Daniel PUISSANT

Tél. : 0465/10 43 57 - 0494/70 81 61

www.hetgrotegeld.be/index.php/les_grosses_fortunes/Nouvelles/show

1. Le RJF est composé des organisations suivantes : Agir pour la Paix, ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Action Citoyenne) Wallonie-Bruxelles, BAPN (Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté), CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes), CETRI (Centre Tricontinental), CGSLB (Centrale Générale des Syndicats Libres de Belgique), CNCD - 11.11.11 (Centre National de Coopération au Développement), CNE (Centrale Nationale des Employés), Crédal, CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens), Entraide et Fraternité/Vivre Ensemble, Équipes Populaires, FDSS (Fédération des services sociaux), FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique), la FGTB wallonne, FGE (Forum Gauche Écologie), Financité, Fraternité séculière Charles de Foucauld, GRESEA (Groupe de Recherche et d'Étude pour une Stratégie Économique Alternative), ITECO, les JOC (Les Jeunes organisés et combattifs), Justice et Paix, Kairos Europe (W-B), MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien), Oxfam Solidarité, PAC (Présence et Action Culturelles), Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, UNSP (Union Nationale des Services Publics).
2. Pour en savoir plus : Arnaud ZACHARIE, « Fin du monde et fin du mois sont plus que jamais un même combat », *Imagine demain le monde*, novembre/décembre 2022.



La Fédération Wallonie-Bruxelles, village gaulois de la démocratie ?

Une journée d'étude des Équipes populaires



La méfiance des citoyen-nes est à son maximum. Les crises concernant le fonctionnement des institutions s'accumulent et, avec elles, les colères. Le populisme a la côte et l'extrême droite gonfle dans les urnes un peu partout dans le monde : en France, en Suède, en Italie, au Brésil, aux États-

Unis, en Flandre... mais pas en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Pourtant, les sentiments des Belges francophones envers les institutions de la démocratie ne semblent pas différents de ceux ressentis ailleurs, comme l'ont montré la dernière version de l'enquête *Noir-Jaune-Blues* du journal *Le Soir* (2023) et la vaste en-

quête participative sur les peurs menée par les Équipes populaires.

Qu'est-ce qui nous préserve de l'extrême droite ? Quelle est la « potion démocratique » de la FWB ? Cette journée d'étude essaiera de répondre à ces questions en examinant différentes hypothèses avec des intervenant-es issus-es d'horizons divers (CRISP, monde académique et associatif...).

Date : 20 avril 2023 de 9h30 à 12h30

Lieu : Namur - Quai 22 (Espace culturel), Rue du Séminaire, Namur

Programme : Interventions de Marie-Hélène Ska (CSC), Benjamin Biard (CRISP) et du Front Antifasciste Liégeois (sous réserve)

Infos : www.equipespopulaires.be

Inscription : pour le 10 avril secretariat@equipespopulaires.be

Tél. : 081/73 40 86

Femmes et institutions : jouons la collaboration !

Campagne de Vie Féminine



Depuis plusieurs mois, Vie Féminine s'intéresse aux relations que les femmes entretiennent avec les institutions. Cette question paraît essentielle, non seulement parce qu'elle concerne toutes les femmes, et particulièrement les femmes les plus vulnérables, mais aussi parce qu'elle traite d'un enjeu fondamental : la prise en compte des vécus et besoins spécifiques de chacune dans une société égalitaire, solidaire et juste. Nos institutions de proximité ne sont malheureusement pas imperméables aux impacts du sexisme, du racisme et du capitalisme.

Il nous semble donc aujourd'hui indispensable de :

- Prendre le temps de mieux identifier et comprendre les enjeux liés aux relations que les femmes entretiennent avec les institutions, et plus particu-

lièrement sous l'angle de l'accessibilité ;

- Encourager et impulser la mise en place de pratiques répondant véritablement aux besoins des femmes. C'est pourquoi nous nous engageons dans cette campagne afin de contribuer à la construction d'un changement de paradigme et d'une amélioration des pratiques. Le point fort et innovant de ce projet consiste en la création, l'alimentation et le renforcement du dialogue entre les femmes issues des milieux populaires et les institutions, afin de contribuer à l'émergence d'une lecture critique collective, par les femmes/et pour les femmes, au bénéfice de l'action de transformation.

Cette campagne consacrée aux relations que les femmes entretiennent avec les institutions a pour objectif de contribuer à la construction de pra-

tiques institutionnelles répondant favorablement aux besoins des femmes. Tout au long de cette année, la campagne se déclinera au travers d'animations, d'ateliers, d'actions collectives, de récoltes de témoignages... pour créer, alimenter et renforcer le dialogue entre les femmes issues des milieux populaires et les institutions.

Si en tant que femme, vous souhaitez témoigner au sujet des relations entretenues avec les institutions.

Un questionnaire en ligne est disponible : <http://viefeminine.be/questionnaire-femmes-et>

Infos : Vie Féminine

Mail : secretariat-national@viefeminine.be

Tél. : 02/227 13 00

Maxime DOGOT ♦ Permanent CIEP-MOC WAPI

Mal loti-es, une expérience d'Éducation permanente à Tournai



“**M**al loti-es” est l’histoire d’un drame humain comme on en connaît beaucoup d’autres en Wallonie et ailleurs : un bâtiment insalubre, un propriétaire qui ne se soucie guère de ses locataires et des pouvoirs publics qui laissent faire. Jusqu’à ce qu’une nuit, un incendie mette 33 ménages à la rue. Une nuit qui entraîne la mort d’une personne et chamboule également de nombreuses vies. L’histoire aurait pu rester un fait divers, une énième démonstration d’une politique de logement aux abois et dont les plus faibles paient le prix, deux voire trois fois. Mais il en a été autrement. Non pas une histoire de super héroïnes et de méchant-es, mais une succession d’actions et de mobilisations qui ont fini par payer et redonner un peu de dignité. Ce genre d’histoire qui fait la différence parmi l’indifférence.

Ville millénaire, logement vétuste

Nous sommes à Tournai. La cité des cinq clochers tire une fierté certaine de ses monuments historiques en vieille pierre : cathédrale et églises, beffroi, remparts, rues pavées... mais pour ce qui est du parc immobilier, la donne

est différente tant sa vétusté pourrait résonner comme un triste hommage à l’histoire deux fois millénaire de la ville.

À Tournai, comme ailleurs en Wallonie, le manque de logements à prix accessible est criant et l’offre de logements publics fait défaut tant pour les personnes isolées que pour les grandes familles. Le prix des loyers est généralement très élevé et, lorsqu’ils sont abordables, les logements ne répondent pas pour autant aux normes de salubrité. Les personnes isolées à faibles revenus n’ont pas vraiment d’autre choix que de se rabattre sur des logements de moindre qualité. Ceux-ci sont nombreux à Tournai.

Rien de mieux, mieux que rien

C’est le cas d’un bâtiment situé entre la rue des Campeaux et le quai Saint-Brice. Cet immeuble à appartements longeant l’Escaut était le refuge d’une trentaine de ménages. Nombre de logements loués n’y sont pas aux normes de salubrité et de sécurité. Ils représentent soit un compromis pour les locataires qui n’ont pas d’autres perspectives ou doivent se loger en urgence, soit une forme d’alternative à un marché locatif inaccessible. En outre, l’immeuble, comme d’autres, est publiquement réputé constituer une solution “de passage”, utilisé comme dernier recours, y compris par certains services sociaux. Le Bourgmestre lui-même a reconnu la situation à plusieurs reprises dans la presse locale.

Il suffirait d’une étincelle

La vie des locataires de la rue des Campeaux bascule dans la nuit du 21 juin 2020 : un incendie se déclare dans un appartement, faisant une victime. Une partie des bâtiments est évacuée immédiatement, le reste le sera deux jours plus tard à la suite de la signature d’un arrêté de fermeture par le Bourgmestre pour raison de sécurité. Aucune solution de relogement n’a été prévue en amont de cette évacuation pour les 30 ménages expulsés qui ont disposé de trois jours pour quitter les lieux. La Ville de Tournai ne possédait à cette époque aucun des 13 logements d’urgence que la réglementation wallonne lui impose. Une solution d’hébergement d’urgence est alors im-

Témoignages

« J’ai été là-bas parce qu’il n’y avait rien d’autre à des prix abordables, parce que 520 € charges comprises dans Tournai faut chercher.... Dur à trouver. De toute façon, j’étais obligé, j’étais sans domicile. »

« On a été là parce que justement j’étais en pleine séparation, et que je recherchais un logement d’urgence. Donc je suis allé visiter. C’était très moche. C’était très cras. C’était dégueulasse. Et là j’ai fait des travaux, de la peinture, recarrelé, et tout ce qui s’ensuit. Et j’ai atterri dans ce petit appartement. »

« J’ai dû trouver mon logement en deux jours, je l’ai pris provisoirement et finalement, c’est devenu 10 ans. »

provisée dans un ancien home du CPAS à Templeuve, à 10 km du centre-ville, où les conditions de vie sont pires. Le sentiment d'abandon s'empare de locataires encore sous le choc de l'incendie.

Ensemble, on se bouge

Lorsque le CIEP WAPI apprend les évènements par voie de presse, il propose de réagir en collaboration avec le Collectif Droit Au Logement à Tournai (DAL) dont il est un des membres actifs. Un travail de mobilisation avec les locataires expulsés est lancé, avec l'objectif de se réunir pour interpeller les autorités sur base des constats de terrain, faire respecter les droits des locataires et rédiger des revendications pour améliorer la situation du logement à Tournai. Le DAL active alors son réseau d'associations pour inviter un maximum de locataires à se réunir. La première réunion rassemble une dizaine de locataires. L'animation assurée par le CIEP WAPI applique la méthode Voir-Juger-Agir propre à l'Éducation permanente. D'autres associations, le DAL et la maison d'accueil l'Étape accompagnent la démarche.

Les réunions permettent à chacune de s'exprimer, d'explorer les pistes d'action, tant individuelles que collectives, pour créer du lien et assurer un suivi. Il est important de ne pas susciter de faux espoirs et de ne pas formuler de promesses intenable. Ces conditions sont nécessaires à l'établissement d'un lien de confiance, lui-même une condition de la mobilisation.

L'approche en Éducation permanente choisie pour ce suivi collectif favorise l'émergence d'initiatives des locataires. Les locataires sont encadrés mais en aucun cas bridés. C'est ainsi que les personnes relogées en urgence dans le home de Templeuve proposent de faire visiter le home pour alerter le public sur leurs conditions de relogement.

Faire bouger les lignes

Le groupe, qui s'est dénommé les « mal loti-es », s'est réuni six fois pour identifier les différents pro-

Témoignages

« La solidarité entre nous a été un élément phare pour tenir... »

« On a trouvé une force dans ces réunions. Je me suis senti protégé. »

« C'était quelque chose de puissant. En tout cas, moi, ça m'a sorti du trou. »

« Pour faire bouger les choses, que ça n'arrive plus à Tournai et pourquoi pas ailleurs. »

blèmes rencontrés par les locataires : absence de solution décente de relogement, défaut d'accompagnement social et psychologique, manque d'information sur les droits, sentiment d'abandon par les responsables politiques, incertitude quant à l'avenir... De ces constats malheureux commencent à émerger des revendications pour améliorer la gestion des cas d'urgence tels les expulsions mais aussi globalement la situation du logement. Des locataires naît l'idée de rencontrer les responsables politiques pour leur exprimer leur désarroi de visu, faire remonter leurs revendications et surtout exiger des solutions individuelles et collectives.

Cette rencontre a finalement lieu en septembre 2020 soit près de 3 mois après l'incendie. Le Bourgmestre, l'Échevine du Logement et la Présidente du CPAS sont convoqués par le groupe des locataires « mal loti-es ». Préparée en groupe avec le précieux soutien du Réseau Wallon pour le Droit à l'Habitat (RWDH), elle est l'occasion de mettre les édiles face à leurs manquements et à la difficile réalité de terrain qui en découle. La réaction des politiques oscille entre constat d'impuissance, timides regrets, voire mépris, mais la réunion joue un rôle d'accélérateur : dans les semaines qui suivent, des solutions de relogement sont dégagées pour la quasi-totalité des locataires présents avec, parfois, le concours des autorités publiques. Un accompagnement individuel davantage coordonné entre les services sociaux est aussi mis en place et permet de faire la différence pour les locataires.

Et maintenant, que fait-on ?

L'histoire aurait pu s'arrêter là. Les situations individuelles étant réglées, il eut été légitime pour les mal loti-es de vouloir tourner la page de cet épisode traumatisant. Mais non ! La solidarité témoignée entre participant-es, le sentiment d'appartenance mais aussi la gratitude née de l'attention portée à leurs problèmes ont poussé plusieurs mal loti-es à vouloir prolonger leur démarche. L'objectif ? Laisser une trace de leur histoire pour qu'elle puisse servir à d'autres et être un vecteur de changement politique.

Les réunions se sont donc poursuivies. Chacun-e a posé sur papier le récit de son expérience. L'idée d'un livre comptant le récit collectif des mal loti-es a naturellement vu le jour. Avec l'aide de Periferia, une association bruxelloise spécialisée dans l'écriture collective, le projet a pris forme petit à petit. L'écriture du livre demande plusieurs mois et chaque étape est validée par les participant-es. Bientôt la question de sa mise en valeur se pose. Il est primordial que la situation ne se tasse pas, que l'histoire soit racontée du point de vue des locataires et rendue publique.

Un événement d'interpellation publique est alors imaginé. Il prend la forme d'une exposition pour mettre en avant le récit des mal loti-es. Le vernissage de cette exposition a lieu le 11 juin 2022 et est l'occasion d'inviter les politiques locaux et de leur rappeler, cette fois-ci de manière publique, les recommandations et revendications des mal loti-es pour qu'à l'avenir leur situation ne se répète plus. L'objectif ultime fixé par le groupe est que les élu-es de la Ville de Tournai s'engagent, en votant une motion, à mettre en place les pistes d'actions

proposées dans le livret afin de gérer ces crises au plus près des intérêts des habitant-es, mais aussi pour que la prise en charge globale, systématique, immédiate et structurelle soit organisée. Cette motion pourrait ensuite être proposée dans les autres villes de Wallonie.

Epilogue

Actuellement, la Ville de Tournai n'a pas encore voté cette motion mais le Collectif DAL Tournai garde cet objectif en vue.

Quelques changements sont néanmoins à pointer : une procédure de prise en charge directement inspirée de cette expérience a été mise en place ; trois logements de transit qui doivent servir de solution de relogement en cas d'expulsion ont vu le jour. C'est encore trop peu, mais les huit autres logements exigés par la Région wallonne seraient en attente. Le plus important est sans doute pour les mal loti-es le sentiment d'une dignité retrouvée en ayant, par leur mobilisation, tenté l'expérience d'un changement sociétal vers plus de justice et de solidarité. ●



Reportage Et

Eva DUMOULIN ◆ Permanente CIEP-Hainaut Centre

Migr'action, un projet européen pour une société inclusive



Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union



Les migrations font partie de l'histoire de l'humanité. Cependant, de nos jours, elles sont de plus en plus réprimées par des politiques s'inscrivant dans une logique de fermeture et de restriction des droits à l'égard des migrant-es. Leur situation en Europe devient donc de plus en plus difficile.

Au cours de ces deux dernières années, sept partenaires italiens, français et belges se sont mobilisés autour de la thématique de l'intégration des migrant-es en Europe dans l'optique de partager des savoirs et des pratiques. Les constats émergés lors de ces échanges montrent que les migrant-es se retrouvent dans des situations extrêmement défavorisées en termes d'éducation, d'emploi,

d'accès aux services de base, tels que les soins de santé ou un logement décent. Il est urgent de prendre en compte le réel souhait et le besoin d'intégration de ces personnes non-nationales dans les domaines de la vie dont les accès feront d'elles des membres à part entière de leur société d'accueil. Cela demande une interpellation pour renforcer les droits de ce public dans les sphères essentielles que sont l'accueil, l'éducation et la formation, l'emploi et le logement. Le 18 janvier 2023, nous nous sommes retrouvés une dernière fois, entre partenaires, collaborateur-rices et sympathisant-es du projet *Migr'action* pour marquer la fin de ce travail entamé en septembre 2020. Évidemment, cette fin ne signe pas celle d'un parte-

nariat qui a encore de nombreux projets et échanges à accomplir. C'est l'occasion d'un petit retour en arrière sur cette expérience professionnelle, mais aussi personnelle, des plus enrichissantes.

Des rencontres plurielles

Migr'action est un projet Erasmus + qui s'adresse aux professionnel·les de l'accompagnement et de l'accueil des nouveaux arrivants. Il réunit des syndicats et associations provenant de France, d'Italie et de Belgique. Les partenaires impliqués sont la CFDT Île de France, la CISL Abruzzo-Molise, IAL Molise, ANOLF et Caritas Pescara ainsi que la CSC Mons-La Louvière et le CIEP Hainaut Centre comme coordinateur du projet. Ce par-

tenariat a mis en place des moments de partage de bonnes pratiques sur la thématique de l'intégration des migrant-es du point de vue social et professionnel.

La finalité du projet était de participer à la construction d'une société inclusive et d'une Europe plus sociale et humaine en améliorant l'intégration des migrant-es, que ce soit au niveau économique, social ou citoyen, plus particulièrement lors de l'étape de l'accueil, de l'orientation et de la mobilisation dans le cadre de leur parcours. Dans le cheminement qui mène à cette finalité, le projet poursuit trois objectifs : consolider un partenariat européen qui renforcera le rôle des institutions partenaires dans le secteur de la migration ; Renforcer les compétences des professionnel-les de l'accompagnement des migrant-es ; Échanger sur des stratégies efficaces et innovantes entre professionnel-les.

Construire un guide des bonnes pratiques

Pour parvenir à ces objectifs, *Migr'action* a mis en place trois modalités de rencontre. Premièrement, quatre réunions transnationales se sont déroulées à tour de rôle dans l'un des pays des partenaires et ont permis de se pencher spécifiquement sur les aspects stratégiques du projet. Ensuite, des comités pédagogiques ont été organisés par le biais de vidéo-conférences dans le but de préparer les sessions conjointes d'apprentissage. Cœur du projet, ces dernières ont permis aux partenaires de se rencontrer, mais aussi d'ouvrir leurs échanges aux associations du secteur de la migration œuvrant dans le pays qui accueillait la session. Ces rencontres se sont organisées autour de quatre thématiques. À Mons, la rencontre s'est concentrée sur l'accueil ; à Pescara sur la formation et la valorisation de compétences ; à Paris sur le logement et le travail a été la thématique de la dernière session d'apprentissage à Mons. Ces échanges et apprentissages autour d'une thématique ont débouché sur la création d'un *Guide de bonnes pratiques et des recommandations politiques pour un système d'intégration européen juste et inclusif*.

De ces nombreux moments de partage, a émergé l'espoir de la prise en compte

Ces outils seront accessibles sur la page Facebook : www.facebook.com/MigrActionErasmusPlus.

du besoin d'intégration des personnes non-nationales et de la construction d'un accueil plus humain. Cet espoir est actuellement porté par les acteurs associatifs de terrain ainsi que par quelques mesures encourageantes mises en place dans les pays des partenaires. Le *Guide* met en avant des initiatives qui illustrent cet espoir : par exemple, il présente l'État italien comme bon élève en matière d'alternance formation-travail grâce à l'obligation d'un stage en alternance durant la scolarité des jeunes vivant en Italie. Cette pratique permet de remettre à l'honneur une méthode d'apprentissage propice à une meilleure insertion socio-professionnelle. Le secteur associatif est bien sûr mis en valeur avec la présentation de multiples pratiques telles que des méthodes d'Éducation permanente, comme la pédagogie de projet dans l'approche des personnes migrantes durant leur parcours d'intégration. Néanmoins, notre travail n'est pas exhaustif. De nombreux projets existants sont encore à découvrir. Par exemple, nous avons assisté au lancement d'un projet prometteur nommé *Opportunities*¹, dont l'objectif est d'initier un nouveau discours et de transformer les narratifs de la migration pour ne plus la considérer comme la source de tous les maux sociétaux, mais au contraire comme la source de nombreuses opportunités. Avec ce projet et beaucoup d'autres, la voie vers une société plus juste et solidaire est en train de se construire.

Des liens renforcés et l'émergence de nouvelles pratiques

Migr'action a également représenté une occasion pour les organisations participantes de renforcer d'une part leurs rôles et missions et d'autre part, de développer de nouvelles pratiques sur les questions d'intégration des personnes migrantes. Le partenariat a été consolidé

sur la thématique de l'intégration économique, sociale et citoyenne des migrant-es à une échelle européenne. Au niveau des professionnel-les et militant-es participant-es, l'impact général se situe dans l'intégration de la dimension transnationale dans leur propre contexte via par exemple, la mise en application de stratégies, d'outils, de méthodologies, participatifs et interculturels expliqués par d'autres partenaires. Ils ont ainsi renforcé les aptitudes et les compétences de l'ensemble des partenaires, ainsi que leur professionnalisme grâce à une approche plus multiple de l'intégration des migrant-es/réfugié-es, au niveau de l'accueil, de la mobilisation et de l'orientation.

Perspectives

Au moment où les discriminations, les préjugés et le racisme gagnent du terrain, nous souhaitons défendre les valeurs, libertés et droits fondamentaux en faveur d'une société plus juste et plus humaine. Cette défense doit passer par les acteurs et actrices de la société civile, les associations et les organisations syndicales, mais aussi par une majorité, la plus large possible, de nos représentant-es politiques. Des mesures tant européennes qu'étatiques sont encourageantes. Notons, par exemple, l'utilisation du système EQF (European Qualifications Framework) proposé par l'Europe et mis en place notamment en l'Italie pour faciliter la valorisation de compétences des personnes migrantes. Néanmoins, les orientations des politiques migratoires, de manière générale, sont inquiétantes. C'est pourquoi, lors de la session de clôture de janvier, le fruit du travail réalisé dans le cadre de *Migr'action* a été présenté au public associatif, et sera diffusé le plus largement possible au sein du secteur de la migration. Cette diffusion veut aussi toucher les institutions européennes afin de leur faire connaître les recommandations politiques et normatives qui ont été construites collectivement. Parmi celles-ci, nous retrouvons notamment la demande d'une harmonisation européenne en matière de politique migratoire dans le sens d'un accueil bienveillant, d'une

facilité de circulation pour le travail et pour la formation. Exemple : carte de séjour européenne et protection assortie de droits accessibles dans toute l'Europe. Au travers de ce travail, les partenaires espèrent renforcer et équiper au mieux le secteur associatif d'expériences inspirantes qui dépassent les frontières, mais aussi influencer un changement politique en faveur d'une Europe plus inclusive et accueillante.

Pour se faire entendre, la mobilisation collective est nécessaire. Les clivages et divisions autour de la migration rendent cette mobilisation plus compliquée que sur certaines thématiques qui font plus facilement consensus comme la question climatique. Cependant, le caractère systématique et intégré de toutes ces problématiques ne peut être nié. L'heure est donc à

la convergence des forces militantes pour construire une Europe plus humaine et solidaire pour faire face aux nombreux défis. Le chemin vers cet objectif est peut-être sinueux, mais la force et la volonté de nos actions collectives peuvent relever ces nombreux défis. Nous avons le souhait que le projet *Migr'action* ne soit que le début d'un partenariat qui pourra s'étendre et participer activement à la construction de cette Europe inclusive et solidaire dont nous rêvons.

Terminons avec un extrait de Jean-Marc Urbain, Secrétaire Fédéral de la CSC Mons-La Louvière, dans le *Guide de Bonnes Pratiques de Migr'action* : « Ils tombent, rampent, retrouvent leurs jambes pour de nouveau subir l'intolérable « hypocrisie » du monde. On entend les voix des spectateurs les en-

courager à rester chez eux, à se battre pour leur liberté, à chuchoter « On n'est pas raciste mais on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. On a déjà tellement fait pour vous ». Un petit bonhomme « Aylan Kurdi » sans vie sur une plage est-il déjà oublié ? Heureusement, toi, lui aussi et elle là-bas, nous nous mettons en marche pour aller à leur rencontre, des mains secourent, les coudes et les poings se serrent. Nous sommes unis pour ouvrir les portes des frontières et pour changer les lois des pays afin de vous accueillir dignement. Migr'action, c'est plus que des échanges de bonnes pratiques, ce sont nos pas pour venir en aide aux immigrants, pour plus d'humanité ». ●


1. www.opportunitiesproject.eu/about

L'auto-détermination des seniors à domicile et en institution

| | |
|---|---|
| <p>23/02 9h30-12h30 Rue St Gilles, 29, Liège</p> | <p>Film : <i>Citoyens du monde</i> de Gianni Di Gregorio Débat animé par les CSC Seniors : Vivre dignement avec une petite pension et la pension minimale en Belgique</p> |
| <p>20/03 9h30-12h30 Rue St Gilles, 29, Liège</p> | <p>Film : <i>Home, Sweet Home</i> de Benoît Lamy Débat animé par les CSC Seniors : Bien vivre en MR et MRS - à quelles conditions de vie et de travail</p> |
| <p>18/04 9h30-12h30 Rue St Gilles, 29, Liège</p> | <p>Film : <i>Et si on vivait tous ensemble ?</i> de Stéphane Robelin Débat animé par énéo : Mes choix pour mon lieu de vie - Penser aujourd'hui à demain</p> |
| <p>25/05 Journée Rue Gilles Galler, 48, Sclessin</p> | <p>9h30-12h30 : Rencontre avec Senior Montessori sur nos regards et représentations liées à l'âge et à l'autonomie 13h30-16h30 : Echanges à destination des professionnels des aides et soins aux personnes</p> |
| <p>20/06 9h30-12h30 Rue St Gilles, 29, Liège</p> | <p>Film : <i>Faut-il garder mamy à la maison ?</i> de Pièces à conviction Débat animé par l'ASD : Quelle qualité de services à domicile pour quelles conditions de travail</p> |

Ciné-débat GRATUIT
Projection + débat sur l'auto-détermination des seniors

Renseignement : goldoni@modliege.org
0483/22 93 61

En collaboration avec 

Nos regards et représentations liés à l'âge et à l'autonomie

Journée d'étude avec l'asbl Seniors Montessori

Programme :

Matinée : 9h30-12h30
(pour tout public)

- Rencontre et échanges avec les animateur.trices de l'asbl Seniors Montessori autour de nos regards et représentations liés à l'âge et à l'autonomie

- Échanges libres

Après-midi : 13h30-16h30

(pour professionnel·les de l'aide et des soins à domicile)

Reprenons notre rapport aux soins aux personnes : « Aide-moi à faire tout seul... »

Infos : Date : 25 mai 2023

Lieu : Centre de Formation

Alterform AID (rue Gille Galler, 48, 4000 Sclessin)

Infos et inscription : CIEP-MOC

Liège Edwige Goldoni

GSM : 0483/22 93 61

Mail : goldoni@modliege.org



Rencontres citoyennes

Les Apérouttes

Les Apéro-débats sont des rencontres citoyennes autour d'un verre et d'un sujet de société. L'objectif est d'échanger les expériences et les points de vue à propos de thématiques liées aux droits humains et de mieux vivre ces droits au quotidien.

Programme

Gestion des ressources et redistribution des richesses

Notre société actuelle est orientée vers une exploitation de plus en plus intensive des ressources de la planète. Toutes les dérives engendrées par ce système nous mènent tout droit vers une crise mondiale majeure. Un retour vers une production plus proche des consommateur-rices n'est-il pas une des solutions ? La redistribution des richesses produites localement, aux acteurs locaux et pour les besoins locaux plutôt qu'aux grandes multinationales qui recherchent avant tout le profit entraînant la surexploitation et la dévastation de notre planète ne doit-elle pas être privilégiée ?

Intervenant : Thierry Bonnevie, citoyen de Perwez

Date : 18 avril 2023 à 20h00

Accès à la culture

Le confinement que nous venons de vivre a porté atteinte au secteur culturel comme jamais auparavant. Secteur délaissé de manière systémique depuis de nombreuses années par nos gouvernements successifs. Les mesures annoncées par le gouvernement pour mieux subventionner ce pan de la société, oh combien nécessaire

à l'épanouissement de tous et toutes, seront-elles à la hauteur des attentes ? Comment réagir face à une telle situation et se réapproprié ce naufrage organisé ?

Intervenant : Serge Morciaux, coordinateur au CCBW

Date : 16 mai 2023 à 20h00

Lieu : La roulotte – En face du Centre Culturel de Perwez – Grand Place

Prix : gratuit

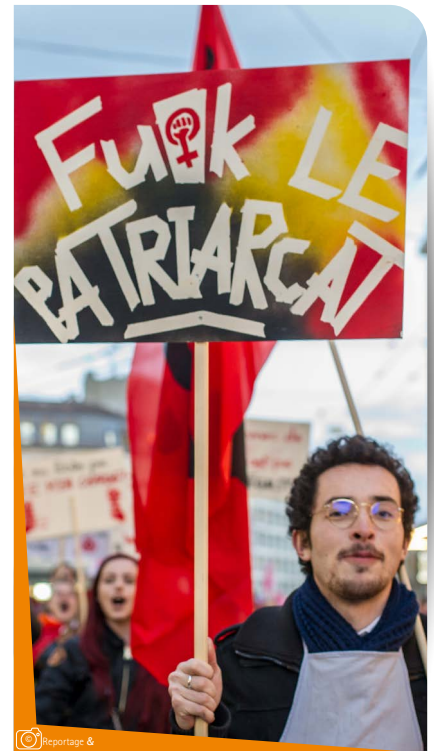
Organisation : Un partenariat entre La Ligue des droits humains, le CIEP BW, le Centre culturel de Perwez « Le Foyer » et des citoyen-nes de Perwez

Infos et réservations : Le Foyer

Tél. : 081/ 23 45 55

Mail : info@foyerperwez.be

www.foyerperwez.be



Reportage &



Reportage &

Fête des 70 ans de Notre Maison de Charleroi



Date : 30 juin 2023 de 9h00 à 20h00

Lieu : Notre Maison Boulevard Tirou 167 à 6000 Charleroi

Programme : expos, conférence, inauguration et repas concert
Infos et programme : CIEP-MOC Charleroi Cécile Vargas

Tél. : 0494/82 25 41

Mail : cvargas@moc-ct.be

Anna FANNI ♦ ISCO-CNE 14 (2016-2022)

La crise sanitaire du Coronavirus révélateur de l'impact de la transformation du métier d'éducateur·rice dans le secteur du handicap



L'objectif de mon travail de fin d'études a été de démontrer comment la crise sanitaire a révélé la transformation et/ou l'évolution du métier d'éducateur·rice dans le secteur de l'hébergement des personnes porteuses de handicap. Ma question de recherche a été : « Comment la crise sanitaire du Covid-19 a-t-elle malmené le bien-être et les conditions de travail des éducateur·rices de mon institution ? ». Mes hypothèses étaient les suivantes : la non conscience de l'évolution de leur métier par les éducateur·rices ; l'apparition de nouveaux

outils de communication et de nouveaux intervenants ; la non-adaptation des fiches de poste de travail et des descriptions de fonction. Pour cette recherche, deux grilles d'analyse théorique ont été mobilisées : la grille des risques psycho-sociaux créée par le SPF Emploi, travail et concertation sociale ; la grille des conflits et ambiguïtés de rôles créée par l'ABBET.

Pour mener à bien ma recherche, un questionnaire a été réalisé et m'a permis d'interviewer dix éducateur·rices. L'objectif était d'évaluer la présence d'une transformation et/ou d'une évo-

lution du métier d'éducateur·rice travaillant auprès de personnes porteuses de handicap, mais aussi de mettre en évidence des ambiguïtés et conflits de rôles, ainsi que des risques psycho-sociaux qui en découlent. Mon questionnement m'a apporté un autre regard sur les questions suivantes : est-ce que la fonction des éducateur·rices a évolué ? Comment s'organise la communication entre collègues avec la hiérarchie, les résident·es et leur famille, etc. ? La collaboration autour de la personne handicapée, dans le travail avec nos collègues et les relations avec, la hiérarchie est-elle satisfaisante ? ●

Nadine DEMOL ♦ ISCO-CNE 14 (2016-2022)

La porosité des frontières entre les métiers d'aide familiale et d'aide-ménagère sociale est-elle source de malaise entre ces professionnelles à l'ADMR de Dinant ?



À l'Aide à domicile en milieu rural (ADMR ASBL) où je suis déléguée syndicale, les aides familiales et des aide-ménagères sociales travaillent aux domiciles de bénéficiaires qui ont besoin de leur aide dans diverses tâches de la vie quotidienne. Depuis la reconversion, en 2016, des aide-ménagères « titres-services » en aide-ménagères sociales dans le secteur de l'aide à domicile, certaines discussions, tendues parfois, avec les aides familiales se multiplient dans les lieux d'échange de concertations sociales ou dans les réunions syndicales.

J'ai donc décidé d'effectuer une recherche approfondie sur la question afin d'en comprendre la cause et surtout d'y apporter des solutions. J'ai entamé mon travail

à partir de cette question : la porosité des frontières entre les métiers d'aide familiale et d'aide-ménagère sociale est-elle source de malaise entre ces professionnelles à l'ADMR de Dinant ?

Ma recherche documentaire a été alimentée par la lecture du livre de Pierre Artois « *Les aides familiales en Belgique, une professionnalisation au cœur de tensions* ».

Comme base de travail, j'ai utilisé un cadre théorique sur les ambiguïtés et les conflits de rôle. On peut définir les ambiguïtés de rôle comme des imprécisions liées à la tâche, au mandat ou au poste de travail. Les conflits de rôle, quant à eux, surviennent lorsqu'un individu est enjoint de jouer des rôles incompatibles. Ces ambiguïtés et conflits peuvent avoir

différentes origines qui m'ont servi à construire l'hypothèse suivante : la porosité des frontières des métiers d'aide familiale et aide-ménagère sociale alimente un malaise entre ces métiers pour les raisons suivantes : un manque de descriptifs de fonction, un manque de formation, un manque de reconnaissance, un manque de suivi par les intervenants sociaux, un manque d'évaluation des travailleuses, des consignes contradictoires et des situations contraires à l'éthique.

Pour y répondre, j'ai d'abord interrogé les aides familiales et les aide-ménagères sociales par le biais d'une enquête quantitative, c'est-à-dire une technique de collecte de données qui permet d'analyser des opinions et des comportements. Elle a été une source

importante d'informations. Afin d'enrichir cette étude, j'ai également interviewé des encadrants sociaux et deux experts du secteur.

Les différentes réponses apportées par ces enquêtes et ce qui est ressorti des interviews m'amènent à conclure que mon hypothèse se vérifie sur plusieurs points. Il y a un manque de descriptifs de fonction à l'ADMR de Dinant. Les aide-ménagères sociales ne reçoivent que très peu de formation dont le thème n'est

pas ciblé sur les spécificités de leur métier. Les aide-ménagères sociales ne sentent pas valorisées ni reconnues dans leur métier. Enfin, à l'ADMR de Dinant, aucun entretien de fonctionnement n'est mis en place.

Sur base de ces résultats, j'ai établi plusieurs pistes d'actions à travailler dans le futur : créer un descriptif de fonction clair et précis pour chaque métier, réfléchir à mettre en place des réunions inter métiers,

évaluer les effets positifs d'un entretien de fonctionnement et retrouver le sens du travail via des formations ciblées.

Ce mémoire m'a apporté des réponses aux discussions entendues dans de nombreuses instances syndicales et professionnelles. En tant que déléguée syndicale et animatrice en action collective, j'ai à cœur de proposer et de mener à bien un maximum de projets liés à mes pistes d'actions. ●

EN BREF

Anne-France MORDANT ♦ CIEP communautaire

Polyphonie écoféministe. Entre terres et mères

Paru en 2022, le recueil « Polyphonie écoféministe. Entre terre et mères » poursuit un chantier engagé depuis plusieurs années par l'ONG *Le Monde selon les femmes*. Ce travail tente d'appréhender la réalité mouvante des écoféminismes en construction, au Nord comme au Sud, à partir des réflexions et actions des actrices de terrain. « Polyphonie écoféministe » est le résultat d'une recherche menée avec cinq partenaires aux ancrages divers de différents pays : Brésil, Belgique, Bolivie, France, Équateur, Mexique et Sénégal. Centrée sur des femmes engagées dans une démarche collective abordant l'écologie, le féminisme et les liens entre les deux, cette recherche s'articulait autour de deux grandes questions :

« *Qu'observe-t-on quand les approches féministes et écologistes se rejoignent dans le champ militant ?* » et « *Comment les mouvements de femmes, et les femmes, trans-*

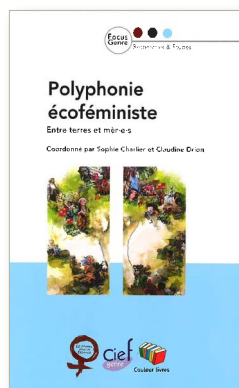
forment-elles collectivement la « vulnérabilité » - la leur, celle des êtres humains, celle de la vie - en puissance d'agir, moteur pour la construction de nouvelles pratiques sociales et politiques ? ».

Écologie, Féminismes, écoféminismes

La recherche a commencé par identifier les manières dont les participantes font le lien entre lutte écologiste et lutte féministe, l'écoféminisme dénonçant la double oppression exercée contre les femmes et la nature. Si les femmes interrogées n'utilisent guère le terme « écoféminisme » car elles disent « *se méfier des étiquettes* », elles entrent dans l'écoféminisme soit par l'écologie, soit par le féminisme. Dans le premier cas, ce qui les meut, c'est le sentiment d'urgence face aux changements climatiques et à la chute de la biodiversité mais aussi la défense d'un territoire avec ses communs (accès à la terre et à l'eau) et sa dimension ancestrale, spirituelle. Cette approche par le territoire peut souvent s'envisager comme une écologie populaire, car ce sont les populations les plus pauvres qui vivent dans les environnements les plus dégradés, au Nord comme au Sud. Leurs luttes s'orientent dès lors vers une défense

sanitaire du territoire : luttes contre la pollution, la déforestation, pour un logement et une alimentation de qualité. Directement politiques, elles sont centrées sur les injustices sociales et raciales, dans une optique décoloniale. En Amérique latine, les femmes développent des démarches qui lient défense de leurs corps et du territoire, car elles associent l'exploitation de la nature (extractivisme minier et déforestation massive) aux violences exercées sur les corps des femmes (viols, prostitution et féminicides des femmes leaders). Elles critiquent ainsi le modèle colonial de l'extractivisme et du productivisme.

Lorsque les actrices arrivent à l'écoféminisme par la porte d'entrée du féminisme, c'est qu'elles se sont laissées interpeller par les luttes écologistes et les nouvelles formes de militance qui y sont expérimentées. L'écoféminisme offre ainsi de nouveaux horizons pour les luttes, articulés autour d'une triple utopie : la défense de la bio-diversité en opposition à la hiérarchisation des êtres vivants (y compris dans une perspective sociale, antiraciste et décoloniale), la mise en place de pratiques éco-responsables et la valorisation du « care ». Joan Tronto le définit ainsi : « *Une activité caractéristique de l'espèce humaine qui inclut tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de perpétuer ou de réparer notre « monde » de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde inclut nos corps, nos individualités (nous-mêmes) et notre environnement, tous les éléments que nous cherchons à relier en un réseau*



complexe de soutien à la vie »¹. Pour les écoféministes, le soin est une éthique de vie, un bien commun à partager et à placer au centre de l'organisation sociale.

Empowerment et transformation sociale

La recherche avait pour objet de comprendre comment les femmes transforment leur vulnérabilité en pouvoir d'agir et en force de changement. Il en ressort que l'écoféminisme agit sur trois plans, différemment investis en fonction des contextes : la participation citoyenne et politique ; la subversion du modèle économique ; la promotion de nouveaux droits dits « de troisième génération ». En ce qui concerne la participation citoyenne et politique, beaucoup voient dans l'écoféminisme « un levier pour l'action et un enracinement dans ce qui fait sens ». Cet agir politique est cependant polyphonique : si certaines des femmes interrogées envisagent cette action en-dehors de l'appareil politique traditionnel et des institutions, dans une approche « par le bas » ; d'autres préfèrent avoir une action via des réseaux féministes et/ou environnementalistes. Cette « sororité politique » se joue souvent à l'échelle locale et nationale mais également internationale. Pratiquer l'écologie populaire est également une voie envisagée par les

femmes des quartiers populaires de Paris pour lutter contre l'écologie d'État présentée comme apolitique et technique. Enfin, en Amérique latine, les femmes interrogées veulent transformer l'État patriarcal par la participation politique et la participation citoyenne.

En ce qui concerne le modèle économique, les écoféministes proposent de le subvertir en plaçant la reproductivité du vivant au cœur de l'économie. Il s'agit de ré-encadrer le travail productif dans le travail reproductif en mettant l'accent sur l'économie du « care » et en travaillant les rapports entre alimentation et écologie.

Les écoféministes insistent également sur l'écodépendance et proposent des indicateurs alternatifs aux PIB, comme des indicateurs de bien-vivre. Les écoféministes sont enfin actives dans le champ du droit, en dénonçant l'écocide et en proposant des droits de « troisième génération », conçus comme des « droits de solidarité » : « droit à la paix, droit au développement, droit à l'environnement et droit au respect du patrimoine commun de l'humanité »². En conclusion, dans les approches écoféministes observées, le féminisme apporte des savoirs-faire transformatifs, basés sur une longue expérience de luttes qui partent de l'intime et font collectif, et dont l'histoire a montré la pertinence en termes de résultats. Cette approche peut inspirer la militance

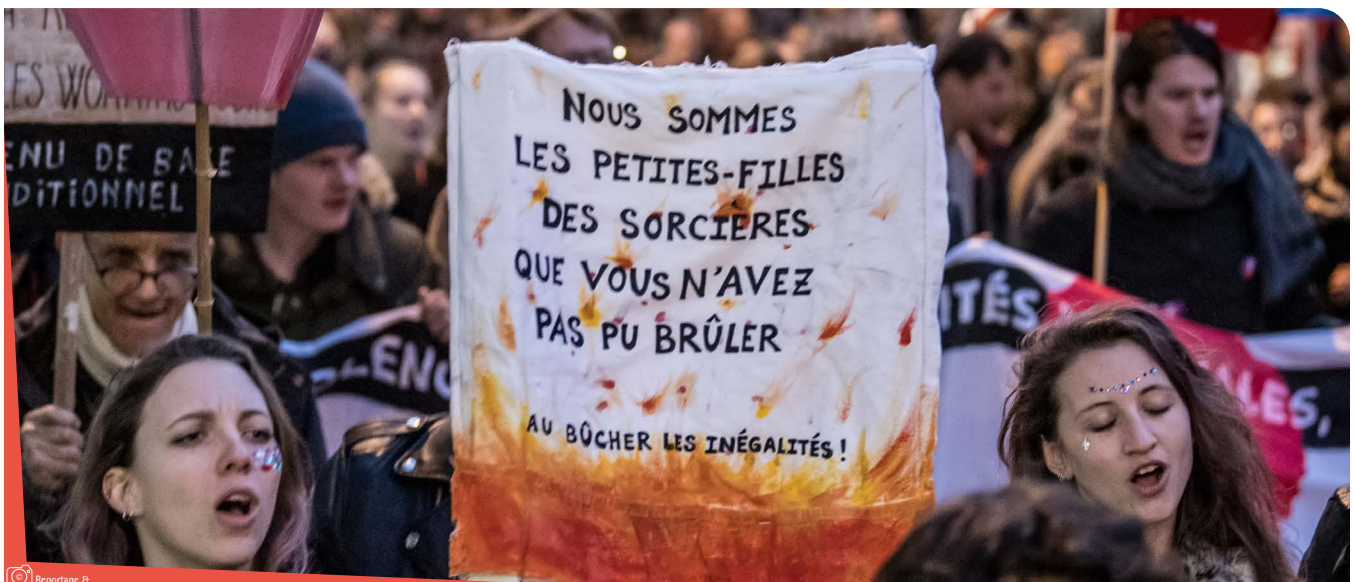
écologiste. À son tour l'approche écologiste amène la question de l'urgence d'actions à poser dans un cadre de ressources limitées. Toutefois l'écoféminisme dépasse la simple addition du féminisme et de l'écologie : il propose de décroquer les pensées et d'inscrire les luttes anti-racistes et décoloniales dans la pensée écologiste, au Sud comme au Nord.

Une recherche inspirante pour un travail dans nos différents ancrages ?

Les approches écoféministes peuvent être inspirantes sur plusieurs plans. Tout d'abord, dans la manière de connecter les luttes sans les hiérarchiser ou de développer des formes de militances qui partent de l'individuel vers le collectif. Ensuite, dans des approches d'écologie populaires qui partent des besoins d'un territoire donné ou encore pour éclairer les luttes de territoire en cours. Enfin, dans une approche politique, économique et juridique qui place le « care » au centre de l'organisation sociale. ■

1. B. FISCHER et J.-C. TRONTO, « Toward a feminist theory of care », cité dans Sophie CHARLIER et Claudine DRION, *Polyphonie écoféministe. Entre terres et mères*, Bruxelles, Le Monde selon le femmes, Édition Couleurs Livres, 2022, p.65.

2. Sophie CHARLIER et Claudine DRION, *op. cit.*, p.117.



Traverser nos peurs, Oser espérer !

Face aux multiples bouleversements et crises, le futur peut apparaître incertain et anxiogène. Quelles sont les peurs qui habitent l'humain par rapport à son avenir sur terre, au sein de la société ? Plutôt que d'être paralysantes, ces peurs pourraient-elles devenir des moteurs, des leviers pour envisager l'avenir autrement, ensemble ?

Organisée par le CEFOC en collaboration avec Écotopie, Laboratoire d'Écopédagogie, le week-end de formation partira des expériences de vie des participant.es pour travailler la question des peurs autant que des pistes de mobilisation porteuses d'espérance. Pour aider à sortir des « autoroutes de sens », des cadres de

pensée qui enferment sans qu'on ne s'en rende compte, une place sera faite à l'imagination, en faveur d'un monde plus désirable, plus juste et plus solidaire. ●

Dates : 15 et 16 avril 2023

Lieu : La Marlagne - Centre culturel Marcel Hicter, 26 chemin des Marronniers - 5100 Wépion

Infos et inscriptions : CEFOC Secrétariat

Tél. : 081/23 15 22

Mail : info@cefoc.be (au plus tard le 31 mars 2023) www.cefoc.be



Migrations en tout « genre », le dernier numéro d'Alternative Sud

Les femmes ont toujours migré, de longue date et en nombre, mais leur mobilité a longtemps été occultée par celle d'un référent masculin considéré neutre et universel. Selon une perspective étroitement économique, l'homme migrant, pourvoyeur de revenus, apparaît comme l'acteur principal de ces flux, tandis que la femme migrante, dépendante, campe dans des rôles sociaux secondaires de mère et d'épouse ou incarne la figure passive de victime.

Ces dernières décennies, la mise en visibilité en chassé-croisé des femmes immigrées dans un champ féministe longtemps centré sur la femme occidentale et du genre dans les théories des migrations a permis de déconstruire des catégories englobantes et des tendances faussement universelles, contribuant à complexifier l'approche des réalités migratoires et à cerner les effets réciproques des dynamiques de mobilité et de genre.

Dans les pays à hauts revenus d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Asie et du Golfe persique, la « féminisation de la migration » fait généralement écho à la proportion croissante de migrantes internationales devenues pionnières de

chaines migratoires. Plus fondamentalement, cette expression renvoie, dans un contexte d'austérité néolibérale, à une division sexuelle et racisée du travail et à des schémas inégalitaires qui – redéployés du Sud au Nord ou à l'intérieur des Suds – exposent une majorité de femmes migrantes à la violence, aux réseaux informels et à l'exploitation, dans les métiers du care, le travail domestique ou les services sexuels.

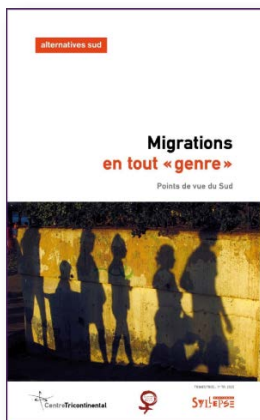
Le dernier numéro d'*Alternative Sud* publié par le CETRI se penche avec neuf articles sur les différentes facettes de cette question. ●

Infos et commande : CETRI

Tél. : 010/48 95 60

Mail : cetri@cetri.be

www.cetri.be/Migrations-en-tout-genre





2023 Dates à épingler

BIEN COMMUN & SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Cycle de réflexion mensuelle pour approfondir les raisons de l'engagement social et écologique avec le philosophe algérien Mohammed Taleb

Date : jusqu'au 1^{er} juillet 2023

Lieu : Centre Avec (rue Maurice Liétart, 31 - 1150 Bruxelles)

Infos : www.centreavec.be/

MÈRES D'EXIL, REGARDS D'ARTISTES

Exposition

Dates : jusqu'au 28 mai 2023

Horaires : du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00 ; samedi et dimanche de 10h00 à 18h00

Lieu : Cité Miroir (Place Xavier Neujean 22 - 4000 Liège)

Infos : www.citemiroir.be/fr/activite/meres-d-exil-regards-d-artistes

Réservation : Cité Miroir

Tél. : 04/230 70 50

Mail : reservation@citemiroir.be

FAIRE PLACE À LA CITOYENNETÉ DANS LES PROJETS ET LES ACTIONS

Dates : 4, 11 et 14 avril 2023

Lieu : Namur

Infos et inscription : CESEP Catherine Leonard

Tél. : 067/89 08 65

Mail : catherine.leonard@cesep.be

www.cesep.be/

ARNAQUES EN LIGNE - COMMENT LES REPÉRER ? QUE FAIRE ?

Atelier : Les arnaques en ligne explosent ces dernières années. Fraudes à l'émotion, fraudes à la banque en ligne, publicités trompeuses, fausses annonces,... De nombreuses arnaques circulent sur internet et les réseaux sociaux. Envie d'y voir plus clair ? de mieux les repérer ? de savoir comment réagir ?

Date : 13 avril 2023 de 18h00 à 20h30

Lieu : Pré Messire 22, Stavelot

Infos et inscription obligatoire : CIEP-MOC Liège
GSM : 0484/30 99 12

Mail : leysten@mocliege.org

DROITS HUMAINS : PROJECTION DOCUMENTAIRE SUR L'INDUSTRIE ANGLAISE DU TEXTILE

soirée débat

Date : 25 avril 2023

Lieu : Café Notre Maison (Boulevard Tirou 169 à 6000 Charleroi)

LA CHAÎNE GLOBALE DU SOIN

Journée de réflexion

Pourtant mis en lumière pendant la crise sanitaire, les travailleur·euses du soin et de la santé continuent d'être dévalorisé·es. Leur travail se trouve aujourd'hui à la croisée des enjeux démographiques et de santé, de justice migratoire et des inégalités de genre. Ensemble, faisons le point sur la chaîne globale du soin et ses implications en Belgique et à l'étranger.

Date : 30 mai 2023

Lieu : Aéropolis Chaussée de Haecht 579 à 1031

Bruxelles - Co-organisation : WSM et l'ACV

Infos : www.wsm.be

LA PARTICIPATION DES PUBLICS

Dates : les 6 et 13 juin 2023

Lieu : Bruxelles

Infos et inscription : CESEP Catherine Leonard

Tél. : 067/89 08 65

Mail : catherine.leonard@cesep.be

www.cesep.be/la-participation-des-publics/

GRÈVE DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

Date : 16 juin 2023

Infos : CIEP-MOC Bruxelles Magali Verdier

Tél. : 02/557 88 42

Mail : magali.verdier@mocbxl.be

ATELIER D'ARPEPAGE

Club de lecture collective

Que veut dire liberté aujourd'hui ?

Comment se sentir libre dans un monde fini ? Est-ce que la liberté c'est la production au service des humains ? Que penser de cette réflexion de Bruno Latour « *Les liens qui libèrent !* » : c'est l'occasion de s'offrir un temps de partager autour d'une lecture collective.

Date : 12 avril 2023 à 18h30

Lieu : Équipes populaires Rue Victor Libert 26, Marche-en-Famenne

Infos et contact : Équipes populaires

Mail : Lallemand@equipespopulaires.be

GSM : 0472/ 73 79 18

DU RISQUE D'INCENDIE AU BURN-OUT EXPOSITION SUR LE BIEN-ÊTRE ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Dates : jusqu'au 3 septembre 2023

Lieu : Musée de l'Industrie de Gand (Minne-meers 10, 9000 Gent)

Infos : www.industriemuseum.be/fr/evenements/burn



Reportage Et

Les engagements des jeunes Appel à la contribution

Les onzièmes Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée seront organisées à Louvain-la-Neuve en janvier 2024 sur le thème « Les engagements des jeunes ». Cinq axes sont ciblés: questions théoriques, épistémologiques et méthodologiques ; Citoyenneté et participation politique ; L'école et les engagements des jeunes ; Familles, communautés et sociabilités ; Travail et emploi

Intéressé·e, envoyez votre contribution avant le 15 mai 2023 :

<https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/iachos/actualites/11eme-rencontres-de-rjs-les-engagements-des-jeunes.html>

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400 Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100

La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000

Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8 - 7500

Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800

Ath • 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700

Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000

Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500

Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700

Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000

Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800

Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700

Eupen • 087.59.46.30



Reportage Et

8 mars, une marche mondiale pour un monde juste et vivant !

Démarrée au Québec en 1995 et déployée dans le monde entier, la Marche mondiale des femmes (MMF) mobilise inlassablement les femmes pour réclamer et défendre leurs droits. En 2000, elles ont formulé collectivement constats et exigences propres à leurs situations et travaillées à partir de thèmes communs à toutes : la pauvreté et les violences subies sous le slogan « *Du pain et des roses* ». Réunies régulièrement par régions, pays, continents, les délégations ont lancé des actions tous les cinq ans. En Belgique, des coordinations nationale et locales ont coalisé les mouvements, les associations, les collectifs, les femmes politiques. Des cahiers de revendications, la *Charte mondiale des femmes* largement diffusée, des marches, des actions, des créations artistiques ... ont permis de faire réseau et pression pour que soient mises à l'agenda politique les réalités vécues par les femmes et leurs demandes. La MMF continue de nourrir les organisations de femmes et les fédère à l'occasion du 8 mars, déclarée par ONU Femmes « *Journée internationale des Droits des femmes* » en souvenir de la première initiée en 1911 à Copenhague par l'Allemande marxiste Clara Zetkin.

À Bruxelles, ce 8 mars 2023, plus de 5.000 personnes se sont retrouvées, malgré la pluie et les nombreuses activités féministes proposées en régions, pour animer le village féministe, chanter, danser, revendiquer sur le podium et surtout marcher dans la ville. *Stop aux privations des droits et des libertés des femmes ! Justice climatique ! Régularisation pour les femmes sans papiers ! Fin de la culture du viol et du harcèlement ! Partage des tâches et de la charge mentale ! Égalité de revenus ! Solidarité avec les femmes persécutées dans le monde...* Des discours, des manifestes, des pétitions et cette année particulièrement des affichages sur les murs de la ville, ont marqué la journée. Des militantes chevronnées, mais aussi beaucoup de jeunes femmes, de plus en plus d'hommes conscientisés et des organisations notamment syndicales, politiques et associatives ont crié leurs exigences à inclure dans les programmes politiques pour les élections 2024 !

Claudine LIENARD